

I. Accélérer le rythme de la croissance

Introduction

Même en faisant abstraction du récent fléchissement conjoncturel, la croissance tendancielle enregistrée au Mexique depuis le retour à la stabilité macroéconomique après la crise de 1994-1995 a été insuffisante pour réduire l'écart de niveau de vie avec les autres pays de l'OCDE¹. Des réformes structurelles ont été mises en œuvre sur les marchés des produits et des capitaux depuis la fin des années 80 et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a ouvert le reste du marché nord-américain aux exportations mexicaines au cours des dix dernières années, tout en dynamisant la concurrence au Mexique même. L'application simultanée d'une stratégie de ciblage de l'inflation et d'une politique d'adhésion rigoureuse à de stricts objectifs budgétaires a été récompensée par une baisse des taux d'intérêts et a permis au Mexique d'être épargné par les crises financières qui ont frappé d'autres pays d'Amérique latine. Néanmoins, à 4½ pour cent environ, la croissance tendancielle est demeurée faible de 1996 à 2000 et la période prolongée de ralentissement conjoncturel qui a suivi, marquée par la faiblesse des investissements, a peut-être entamé encore le potentiel de croissance. Ceci est particulièrement préoccupant pour un pays comme le Mexique, où une proportion significative des ménages vit dans une pauvreté extrême et où de nombreux autres sont encore privés de services de base en matière de santé et d'éducation. Le présent chapitre passe en revue les obstacles à une accélération de la croissance et propose des mesures pour les surmonter.

La première partie du chapitre examine la croissance économique du Mexique de 1990 à 2000. La deuxième porte sur l'évolution plus récente de la situation macroéconomique et sur les facteurs qui influencent les perspectives à court terme. Enfin, les perspectives à moyen terme sont analysées dans la troisième partie afin de mettre en évidence les avantages potentiels d'un certain nombre de réformes.

Pourquoi la croissance du Mexique n'a-t-elle pas été plus forte au cours de la dernière décennie ?

La croissance économique du Mexique

Durant les années 80, plusieurs chocs externes et internes ont mis fin à une longue période de rapide expansion entamée vingt ans plus tôt. La production

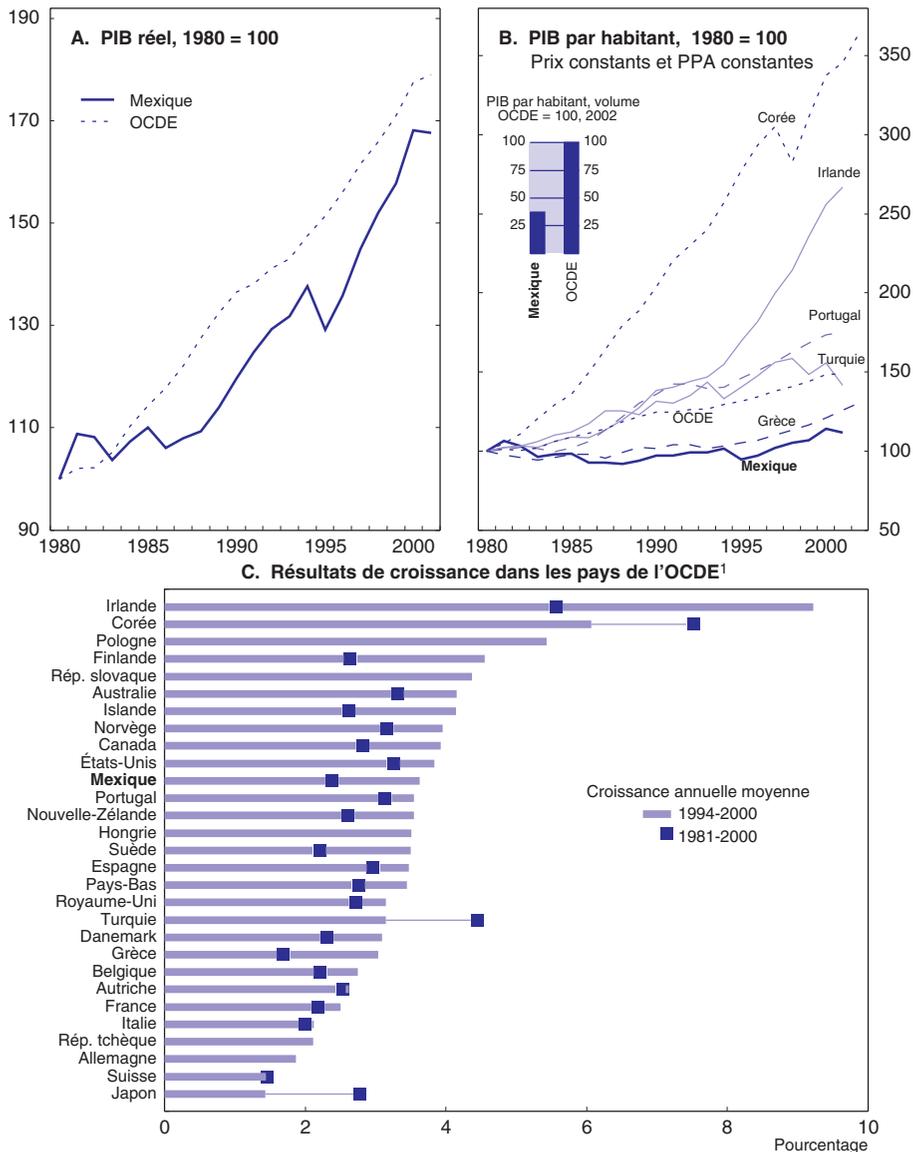
a stagné en termes réels quasiment jusqu'à la fin de la décennie. Les créations nettes d'emplois dans le secteur formel de l'économie n'ont pas été suffisantes pour absorber une offre de main-d'œuvre en croissance rapide (2½ pour cent par an en moyenne), si bien que les actifs soit ont continué à occuper des emplois non qualifiés dans l'agriculture soit ont rejoint le secteur informel urbain. La phase de reprise qui a débuté à la fin des années 80 a supposé des financements extérieurs considérables, créé des déséquilibres de grande ampleur et conduit à la crise financière de 1995 ainsi qu'à une dépréciation substantielle de la monnaie mexicaine². Lors de la phase plus récente d'expansion de 1996-2000, les résultats économiques du Mexique s'étaient clairement améliorés, ce qui était de bon augure pour l'avenir (graphique 1). La croissance du produit intérieur brut (PIB) atteignait en moyenne près de 5 pour cent par an, tandis que la situation macro-économique était beaucoup plus stable : l'inflation avait reculé et le déficit des paiements courants ainsi que celui des finances publiques étaient tombés à des niveaux relativement bas en pourcentage du PIB. Cette phase d'expansion a cependant été interrompue par un renversement de conjoncture imputable dans une large mesure aux États-Unis, principal partenaire commercial du Mexique, et la reprise entamée n'est pas encore fermement établie.

Le PIB par habitant du Mexique, avant-dernier des pays de l'OCDE, représente environ un quart de celui des États-Unis et 36 pour cent de la moyenne de la zone OCDE (mesurée par le taux de change en parités de pouvoir d'achat (PPA)). Au cours des années 90, il n'a progressé que de 1½ pour cent par an, ce qui n'a pas permis au Mexique de combler l'écart avec les pays plus avancés de l'OCDE. En termes de produit national brut (PNB), le taux de croissance du Mexique n'est pas très différent (1.6 pour cent)³. Durant la même période, le PIB par habitant a augmenté de 3 pour cent ou plus en Grèce, au Portugal et en Corée, trois autres pays de l'OCDE affichant des niveaux de revenu relativement faibles⁴. L'aptitude du pays à soutenir la consommation privée de ses résidents constitue une meilleure mesure de sa performance économique. Dans un pays comme le Mexique, où la croissance économique dépend essentiellement d'exportations dont la valeur ajoutée est transférée pour une large part au capital étranger et où les producteurs nationaux – des petites et moyennes entreprises (PME) pour la plupart – sont généralement moins productifs que leurs homologues étrangers, on pourrait s'attendre à ce que la progression de la demande privée soit sensiblement inférieure à celle du PIB (comme en Irlande, par exemple). Or, ces deux grandeurs évoluent de manière très similaire dans le cas du Mexique, peut-être en raison de l'ampleur croissante des envois de fonds des travailleurs émigrés. En termes de niveaux, la consommation privée par habitant du Mexique mesurée en PPA est en fait légèrement plus proche de la moyenne de l'OCDE que son PIB par habitant (graphique 2).

La croissance de la production potentielle s'est située, selon les estimations, à un peu plus de 3 pour cent sur les dix dernières années (qui ont été mar-

Graphique 1. **Résultats comparés du Mexique en termes de production et de croissance**

Sur la base du PIB réel

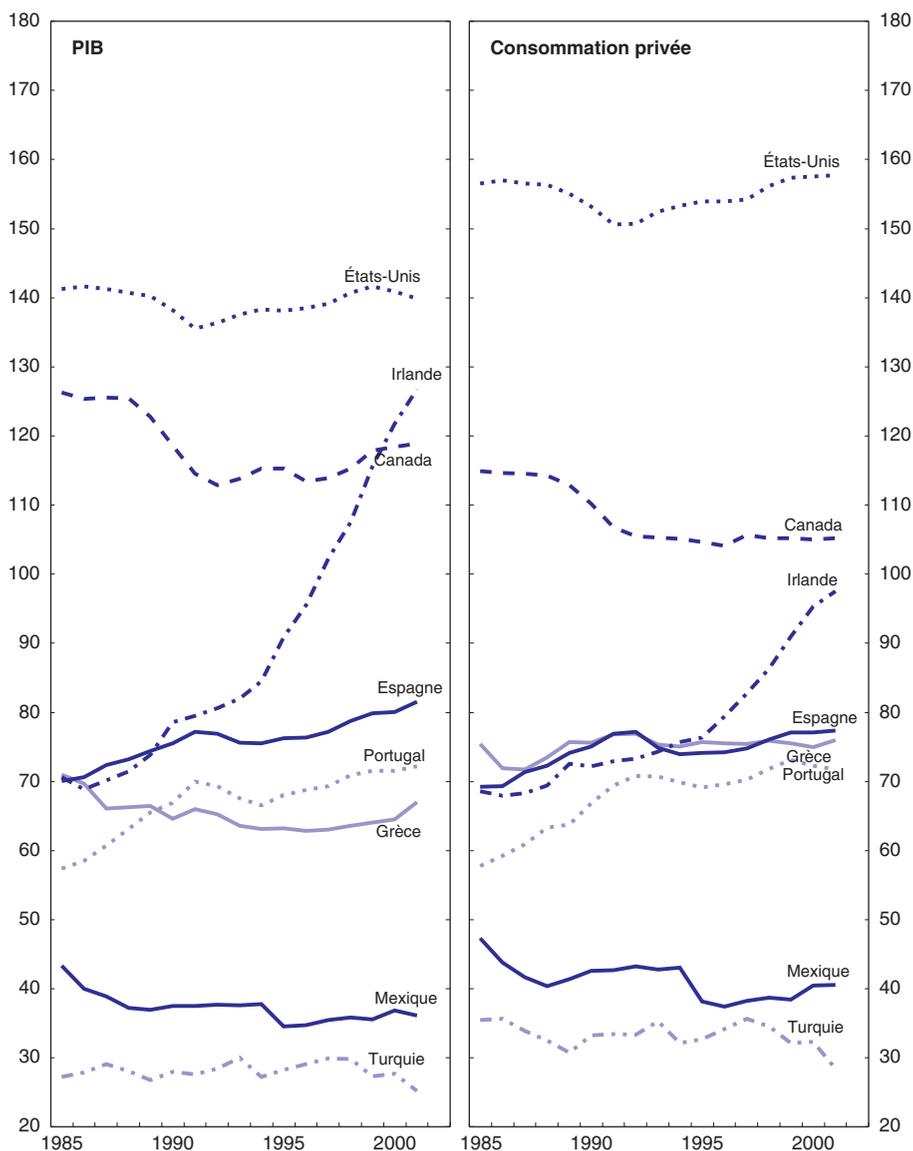


1. Les séries pour la République tchèque, l'Allemagne (en raison de la réunification), la Hongrie et la Pologne sont incomplètes avant 1991.

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques* ; OCDE, *Comptes nationaux*.

Graphique 2. PIB et consommation privée par habitant dans certains pays de l'OCDE

Sur la base des taux de change et des parités de pouvoir d'achat
OCDE = 100



Source : OCDE, Comptes nationaux.

quées par une crise majeure). De 1996 à 2000, la croissance «tendancielle» du PIB s'est accélérée pour atteindre un rythme moyen de 4.6 pour cent, mais le récent ralentissement a ramené cette croissance tendancielle sous la barre des 4 pour cent en 2001-2002. La formation brute de capital fixe n'a pas encore retrouvé son niveau de 2001, ce qui réduit encore le potentiel de croissance.

La contribution positive de la progression relativement forte de l'emploi...

La croissance de la production dépend de la progression quantitative et qualitative des facteurs de production et des variations de l'efficacité avec laquelle ils sont associés. L'augmentation de l'apport de main-d'œuvre et les gains de productivité du travail sont les principaux facteurs de croissance du PIB dans les pays de l'OCDE (tableau 1). Parmi ces pays, ceux caractérisés par une forte croissance du revenu par habitant affichent un niveau d'emploi stable ou en augmentation et des gains de productivité conséquents. C'est le cas notamment des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de l'Irlande. D'autres, dont beaucoup de pays européens, enregistrent également de forts gains de productivité, mais qui sont allés de pair avec un recul de l'emploi (ou du nombre total d'heures ouvrées), lié à la suppression de postes à faible niveau de qualification. La situation du Mexique contraste nettement avec celle de ces deux groupes. Les créations d'emplois ont été nombreuses dans les années 90, reflétant i) l'augmentation de la population d'âge actif, due aux forts taux de natalité de la période précédente, ii) la hausse du taux d'activité, imputable à la progression de l'activité féminine, et iii) la croissance de l'emploi en pourcentage de la population active. La population active a augmenté de près de 3 pour cent par an au cours des dix dernières années (ce qui correspond à 1,5 million de nouveaux entrants par an sur le marché du travail) (tableau 2). En outre, la qualité de l'offre de main-d'œuvre, mesurée par le niveau d'instruction ou par la rentabilité de l'éducation, s'est également améliorée (Bosworth, 1998).

... est largement contrebalancée par la faiblesse des gains de productivité

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les gains de productivité du travail représentent au moins la moitié de l'augmentation du PIB par habitant sur le long terme. Dans le cas du Mexique, compte tenu de la réduction des obstacles aux importations et de l'augmentation du degré d'ouverture aux échanges internationaux ces 15 dernières années, ainsi que de l'accroissement des pressions concurrentielles qui aurait dû en résulter, il semblerait logique que des gains substantiels de productivité aient été réalisés. De plus, la part de l'emploi total que représente le secteur agricole peu productif est passée de plus d'un quart à 18 pour cent en l'espace de dix ans. Il semblerait également logique que ce transfert de main-d'œuvre vers le reste de l'économie ait débouché sur des gains de productivité globale, comme dans les autres pays de l'OCDE. On ne dispose pas

Tableau I. **Facteurs de croissance du PIB réel par habitant dans certains pays de l'OCDE**
Variations annuelles en pourcentage

	Mexique ²		Canada		États-Unis		Grèce		Irlande		Portugal		Espagne		Corée	
	1994/ 1987	2000/ 1994	1994/ 1987	2000/ 1994	1994/ 1987	2000/ 1994	1994/ 1987	2000/ 1994	1994/ 1987	2000/ 1994	1994/ 1987	2000/ 1994	1994/ 1987	2000/ 1994	1994/ 1987	2000/ 1994
PIB réel	3.5	3.5	2.0	3.8	2.7	3.8	1.8	3.2	4.7	9.8	3.2	4.0	2.6	3.7	7.7	5.7
Population	2.0	1.6	1.3	1.0	1.0	0.9	0.6	0.3	0.2	0.9	-0.2	0.3	0.2	0.3	1.0	0.9
PIB réel par habitant	1.5	1.8	0.6	2.8	1.6	2.9	1.1	2.9	4.6	8.8	3.4	3.7	2.4	3.3	6.6	4.8
Apports de main-d'œuvre	1.0	1.7	-0.4	1.2	0.3	0.9	0.1	0.4	1.2	4.6	1.5	1.0	0.4	3.6	1.8	0.1
Contribution de :																
La population d'âge actif (part de la population totale)	0.0	0.9	-0.2	0.2	0.0	0.4	0.3	0.0	0.7	0.9	0.6	0.2	0.5	0.2	0.7	0.3
La population active (part de la population d'âge actif)	1.0	0.5	-0.0	0.3	0.2	0.1	0.2	0.6	0.1	1.7	0.8	0.3	0.3	1.8	1.1	0.1
Emploi (part de la population active)	0.0	0.3	-0.2	0.6	0.0	0.4	-0.3	-0.3	0.3	1.9	0.1	0.5	-0.4	1.5	0.1	-0.3
Productivité du travail	0.5	0.1	1.0	1.6	1.3	2.0	1.0	2.6	3.4	4.0	1.9	2.6	2.1	-0.2	4.7	4.6

1. La croissance du PIB réel par habitant se décompose comme suit : croissance des apports de main-d'œuvre et croissance de la productivité du travail. La croissance des apports de main-d'œuvre est obtenue par l'identité suivante $ET/POP = POPT/POP * LF/POPT$ (taux d'activité) * ET/LF (taux d'emploi) ; alors que la productivité du travail est définie comme suit : $GDPV/(ET)$; où ET = emploi total ; POP = population totale ; $POPT$ = population d'âge actif ; LF = population active ; $GDPV$ = PIB réel.
2. Pour le Mexique, les données sur l'emploi concernent la définition large (Enquête nationale sur l'emploi).

Source : OCDE, Base de données analytiques.

Tableau 2. **Déterminants de l'accroissement de la population active**

Pourcentage de variation, taux annuels

	Population active		Population d'âge actif	
	1980	1990	1980	1990
12 ans et plus				
Mexique¹	4.1	2.8	2.7	2.4
15-64 ans				
Mexique¹	n.d.	2.9	n.d.	2.5
États-Unis	1.5	1.4	0.9	1.0
Canada	1.7	1.2	1.2	1.1
Corée	2.6	1.6	2.3	1.2
Grèce	0.9	1.3	0.9	0.5
Irlande	0.4	2.9	0.6	1.7
Portugal	1.5	1.0	0.5	0.6
Espagne	1.4	1.4	0.9	0.5
Turquie	1.8	0.7	3.1	2.5

1. Les données des années 90 concernent la période 1991 à 2000.

Source: OCDE, *Statistiques de la population active* ; ministère mexicain du Travail.

d'estimations fiables de l'augmentation de la productivité multifactorielle (PMF) pour le Mexique et un certain nombre de problèmes entravent la mesure de la productivité du travail. Plusieurs indicateurs doivent être utilisés pour évaluer l'évolution de la situation⁵. Si l'on se fonde sur la statistique globale de l'emploi (tirée de l'Enquête nationale sur l'emploi), les mesures de la productivité de l'économie dans son ensemble révèlent une quasi-stagnation en 1999-2000 (après un recul au cours des 10 années précédentes)⁶.

Le secteur agricole, y compris l'élevage, la sylviculture, la pêche et la chasse, représente près d'un cinquième des emplois et les gains de productivité y sont demeurés faibles dans l'ensemble, dix ans après l'ALENA. Certains segments du secteur sont exposés à des pressions concurrentielles croissantes du fait de la libération des échanges et ont connu en fait des hausses de productivité substantielles (intervenues pour l'essentiel dans ceux produisant des biens exportables). Toutefois, l'adaptation globale du secteur au choc de la libération des échanges n'a pas eu l'ampleur initialement attendue : un large segment, composé de petites unités de production situées dans des zones rurales éloignées, est confronté à des coûts de transport et autres coûts de transaction élevés et n'a pas accès au crédit. Ces unités ont continué de produire pour leur propre consommation, en utilisant des technologies traditionnelles ; et restent isolées des forces du marché⁷. Les gains de productivité enregistrés par l'ensemble du secteur agricole sont donc demeurés faibles.

Dans le secteur non agricole, certains gains de productivité du travail ont été enregistrés durant la seconde moitié des années 90 (d'après les données contenues

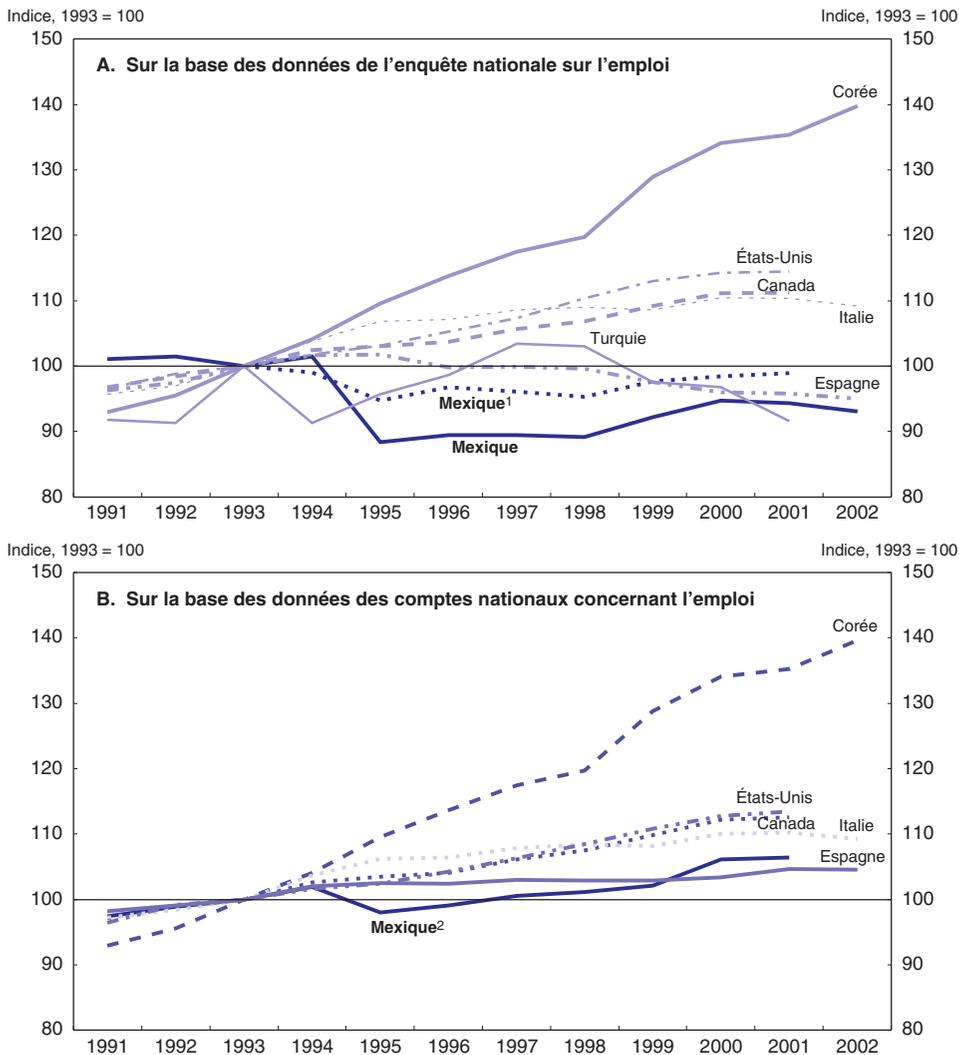
dans l'Enquête nationale sur l'emploi), mais ils n'ont pas été suffisants pour compenser le déclin des années précédentes (graphique 3 partie B). L'évolution décourageante de la productivité pendant les années 90 reflète l'abondance d'une offre de main-d'œuvre non qualifiée et flexible, issue dans une large mesure d'un secteur agricole en recul, qui s'est traduite par une croissance dynamique de l'emploi dans des secteurs à faible productivité, tels que le bâtiment et les travaux publics (BTP) ou le commerce de détail, sans pressions salariales. En fait, les salaires réels n'ont quasiment cessé de diminuer depuis le début des années 80, ce qui a contribué à la forte intensité de main-d'œuvre de la production dans la plupart des branches d'activité⁸. Jusqu'à la fin des années 80, les créations d'emplois ont été abondantes dans le secteur public, mais tel n'était plus le cas pendant les années 90. L'émigration a délesté de manière importante le marché du travail mexicain (voir chapitre IV). L'excédent de main-d'œuvre a toutefois été absorbé pour l'essentiel par le secteur informel des zones urbaines, composé en grande partie de travailleurs indépendants occupant des emplois souvent précaires au sein de très petites unités (de taille familiale), mais aussi de personnes exerçant des activités professionnelles non déclarées dans des établissements dûment enregistrés (encadré 1). La quasi-stagnation de la productivité dans le secteur non agricole reflète donc la concentration croissante de l'emploi dans ce type d'activités, exacerbée par la faiblesse persistante du niveau moyen de qualification de la population active occupée et par des niveaux de formation très bas, qui rendent difficile la diffusion des techniques de production exigeant une très bonne maîtrise des savoirs fondamentaux.

Si l'on se fonde sur une définition plus étroite de l'emploi dans le secteur formel (qui comprend essentiellement, dans l'optique des comptes nationaux, les salariés ayant un contrat ainsi que les travailleurs indépendants et les employeurs appartenant à des établissements dûment enregistrés), la productivité a évolué de manière légèrement positive, enregistrant une croissance annuelle de moins de 1 pour cent depuis 1993 (graphique 3)⁹. Le secteur manufacturier a connu des gains de productivité substantiels, en particulier la branche machines et outillage, qui comprend des activités à forte intensité capitaliste et technologique (telles que la construction automobile), où ont été enregistrés les gains de productivité les plus forts depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA¹⁰. Parallèlement, la production et les exportations ont augmenté de manière spectaculaire de 1993 à 2000.

Les unités de production du secteur ont progressé en termes d'efficacité grâce au renforcement de l'intensité capitaliste des investissements, et à l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre, de la technologie ainsi que de la gestion. Néanmoins, à la fin des années 90, avant même le ralentissement de l'activité économique, les gains de productivité diminuaient (graphique 4).

L'analyse qui précède semble indiquer que les deux principaux facteurs alimentant la croissance de la productivité à moyen terme dans les autres pays de l'OCDE n'ont joué que modérément au Mexique ces dix à quinze dernières

Graphique 3. **Productivité dans le secteur non agricole**
Valeur ajoutée divisée par l'emploi



1. Productivité dans le secteur formel : on déduit de l'emploi formel mesuré sur la base des données d'enquête (définition large) « l'emploi dans le secteur non structuré », tel que défini par l'INEGI. Le PIB dans le secteur formel est le PIB total moins le PIB du secteur informel apparaissant dans les comptes nationaux de l'INEGI (« comptes satellites »).
2. Par emploi on entend les travailleurs rémunérés sous contrat (emplois occupés).

Source : OCDE ; INEGI, *Cuenta Satélite del Subsector Informal de los Hogares* ; STPS-INEGI, Enquête trimestrielle nationale sur l'emploi (ENET).

Encadré 1. Le marché du travail informel

Le marché du travail informel est très hétérogène. L'une des raisons de son développement est l'absence de garantie de revenu pour ceux qui ne peuvent trouver un emploi dans le secteur formel. Ainsi, l'écart entre l'offre et la demande de main-d'œuvre a eu une incidence sur les activités informelles et sur le chômage recensé. Les services domestiques, le commerce de détail, les services de nettoyage et, dans une certaine mesure, le bâtiment et les travaux publics (BTP) sont des exemples types de branches d'activité où le secteur informel s'est développé. L'institut de statistique établit désormais une mesure strictement définie du secteur informel, qui prend uniquement en compte l'emploi et la production des « secteurs non structurés », comme les vendeurs ambulants ou les microentreprises (ateliers de réparation...). Les unités du secteur informel respectent rarement les diverses obligations prévues en matière d'enregistrement. Elles s'appuient souvent sur les liens familiaux pour leur recrutement. La pratique du travail informel se retrouve également dans d'autres domaines. Ainsi, il existe des personnes qui travaillent dans des établissements dûment enregistrés et perçoivent des revenus réguliers, mais qui n'ont ni contrat ni sécurité sociale. Par ailleurs, des travailleurs non rémunérés sont employés par des familles. Il existait déjà un vaste marché du travail non organisé au début des années 90. Cette décennie été marquée par une explosion de l'offre de main-d'œuvre, tandis que les ajustements intervenus dans le secteur productif et la libéralisation ont provoqué des transferts d'emplois conséquents entre secteurs, et que les salaires réels ont reculé. Au cours de cette période, les créations nettes d'emplois salariés ont enregistré une progression plus faible que le nombre de travailleurs indépendants, et les salaires réels ont diminué pendant la plus grande partie de la décennie¹.

Entre 1991 et 2002, le nombre total d'emplois a progressé d'environ 10 millions, ce qui correspond à un taux annuel d'augmentation de 2½ pour cent, nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE. Le secteur agricole ayant perdu approximativement 1 million d'emplois au cours de ces 11 années, ce sont au total 11 millions de postes qui ont été créés dans le secteur non agricole. Six millions d'emplois ont été créés dans ce même secteur depuis la crise du peso de 1995, dont 4 millions environ dans le secteur formel. La majorité de ces 4 millions de postes étaient occupés par des salariés inscrits auprès d'une institution de sécurité sociale, tandis que le reste correspondait à des employeurs appartenant à des établissements dûment enregistrés et à quelques travailleurs indépendants. Au cours de cette même période 1995-2002, l'emploi dans le secteur informel (« non structuré ») a progressé d'un peu moins de 2 millions de personnes, s'élevant à 10½ millions d'actifs occupés en 2002². La part du secteur informel (non agricole) ainsi défini est demeurée globalement stable, aux alentours d'un quart de l'emploi total depuis 1995. Même lorsque l'emploi et la productivité des secteurs « non structurés » ne sont pas pris en compte pour mesurer l'évolution de la productivité, les gains enregistrés restent faibles.

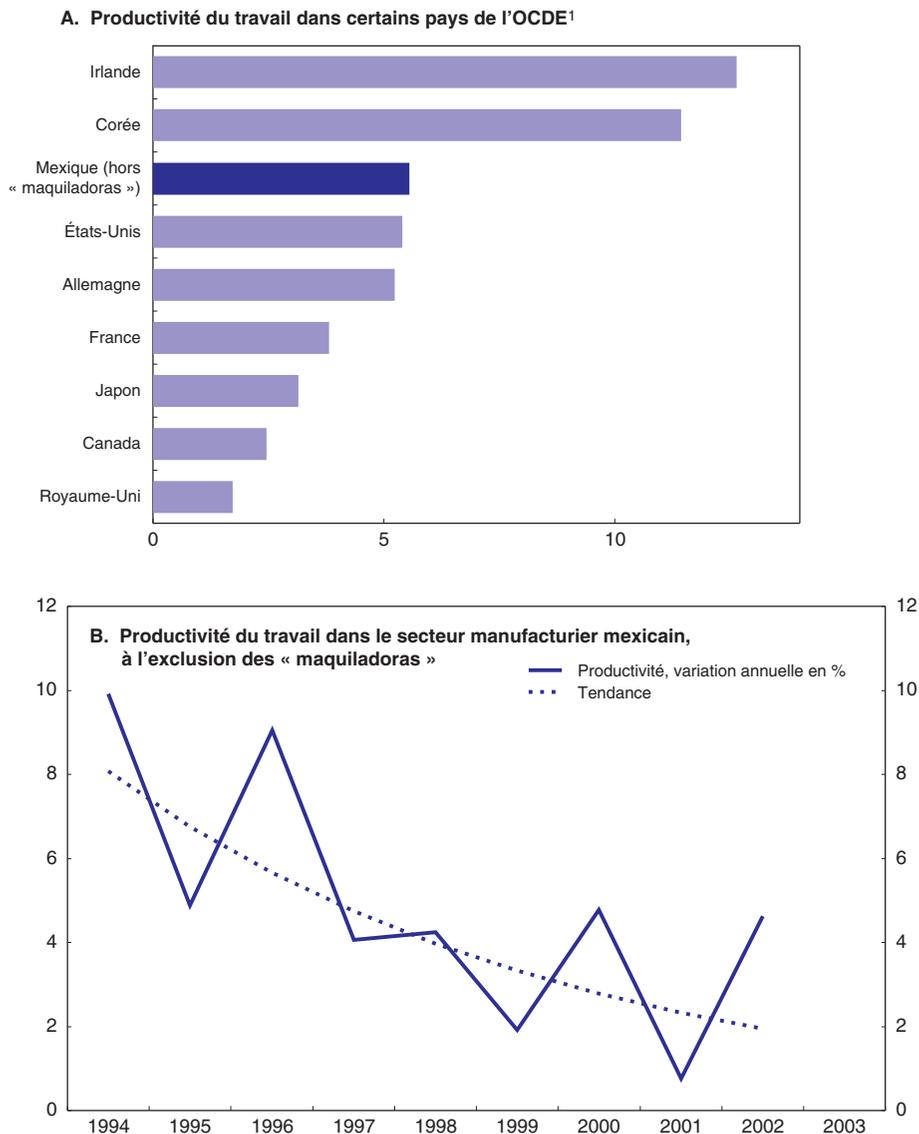
Encadré 1. Le marché du travail informel (suite)

D'autres mesures méritent toutefois d'être également prises en considération. Ainsi, si l'on retient une définition plus large du travail non organisé, incluant également les personnes employées par des entreprises ou des ménages, mais qui sont privées de contrat et de rémunération, quelque 7½ millions de personnes viennent grossir les rangs du secteur informel (pour l'année 2000), portant le nombre total d'emplois de ce secteur à plus de 17 millions, soit près de la moitié de l'emploi total (et 54 pour cent de l'emploi non agricole). En 2002, on estimait que la taille du secteur informel avait atteint 18.5 millions de personnes, tandis que sa part de l'emploi avait également légèrement augmenté.

L'ampleur considérable et croissante du marché du travail informel a un coût social élevé, car elle se traduit par une dégradation du capital humain. Il est donc nécessaire de prendre des mesures pour améliorer le fonctionnement des marchés du travail, afin de stimuler la création d'emplois dans le secteur formel de l'économie, ainsi que d'autres initiatives plus directement liées à la stratégie de lutte contre la pauvreté (voir annexe I.C).

1. Selon une étude de 1996 sur les microentreprises, qui se caractérisent par un fort taux d'emplois relevant du secteur parallèle, 25 pour cent des travailleurs se mettant à leur compte avaient quitté leur précédent emploi salarié parce que leur rémunération était trop faible, et 27 pour cent pour cause de licenciement ou de cessation d'activités de leur entreprise (statistiques établies par Norma Samaniego, 2000).
2. Estimations de l'*Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática* (INEGI, Institut national de statistique, de géographie et d'informatique), fondées sur l'enquête nationale trimestrielle sur l'emploi, conformes à la méthodologie du Bureau international du travail (BIT) [cf. le document intitulé « *Informal employment, a conceptual framework developed by ILO* », Bureau de statistique du BIT, 2002]. Il est clair que la mesure du secteur informel est une tâche difficile, puisqu'il regroupe des activités qui ne sont généralement pas officiellement déclarées. Bien que le commerce de détail parallèle puisse englober le négoce de biens volés, le concept d'activités informelles, tel qu'on l'entend au Mexique, ne comprend pas les activités illégales comme le trafic de stupéfiants.

années. Premièrement, la réaffectation de ressources utilisées dans les secteurs à faible productivité (l'agriculture pour l'essentiel) à des secteurs à forte productivité (les industries manufacturières et les services hautement qualifiés principalement) est demeurée limitée. En fait, l'essentiel de ce redéploiement a eu lieu entre les secteurs à faible productivité. Deuxièmement, l'augmentation de la productivité au sein des différents secteurs a été relativement lente, exception faite de quelques cas particuliers. Cette « rigidité » pourrait s'expliquer par divers facteurs. Le manque de dynamisme des entreprises, dû au faible taux de sortie des firmes peu productives et au modeste taux d'entrée des entreprises innovantes à forte productivité potentielle, pourrait avoir contribué à la faiblesse des gains de productivité. Une réglementation lourde et des dispositions strictes et coûteuses en matière de protection de l'emploi (notamment les règles relatives aux licencie-

Graphique 4. Productivité du travail dans le secteur manufacturier¹

1. Sur 1993-2002. Production par salarié, sauf pour le Canada, le Japon et les États-Unis où la production par heure travaillée est indiquée.

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques* ; INEGI.

ments) peuvent dissuader les entreprises de prendre le risque d'étendre leurs activités, tandis que le caractère inadapté du régime des faillites (jusqu'aux récentes réformes) a probablement retardé la disparition d'entreprises aux performances insuffisantes¹¹. Du fait de problèmes persistants dans le secteur bancaire jusqu'à la fin des années 90, une grande partie du secteur productif s'est trouvée pour l'essentiel privée de financement sur le marché, notamment les jeunes entreprises et les PME¹². Il est probable que la crise du crédit a empêché les PME d'investir pour améliorer la qualité de leurs produits, se moderniser et se mettre à jour sur le plan technologique. Pour de nombreux secteurs, le manque de capital, notamment la faiblesse des investissements réalisés dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), constitue probablement un des principaux obstacles aux gains de productivité¹³.

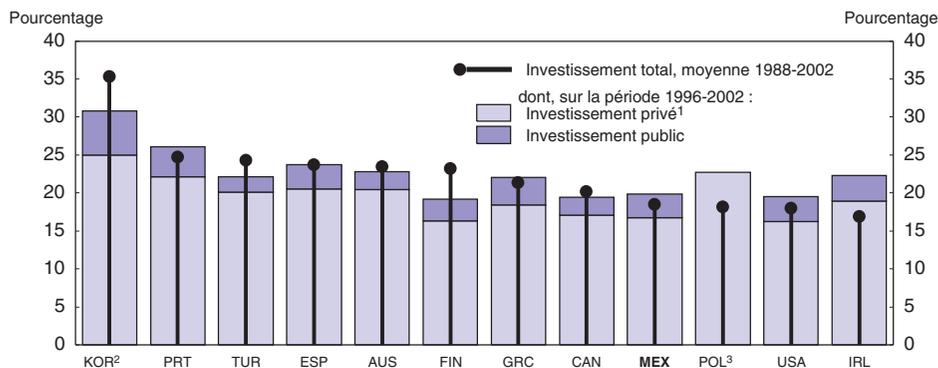
Certains éléments sont révélateurs de l'insuffisance, tant quantitative que qualitative, des investissements, bien que le manque de données disponibles limite le champ d'investigation en la matière. Le taux d'investissement s'est établi à 20 pour cent en moyenne durant la dernière période d'expansion, de 1996 à 2001, en incluant la construction de logements et les investissements réalisés par de grandes entreprises publiques, la compagnie pétrolière PEMEX et la compagnie d'électricité CFE. Ce taux est peu élevé par rapport aux niveaux observés dans la zone OCDE (graphique 5). À la suite de la vague de privatisations du début des années 90, la part du secteur public dans les investissements a reculé, cette diminution étant compensée pour partie par les investissements des entreprises privées. Les dépenses d'infrastructure ont également été réduites, dans une optique d'assainissement budgétaire, après la crise de 1995. En outre, la « qualité » de certains projets d'investissements publics a souffert des perturbations liées aux variations des recettes pétrolières. Il se peut que la faiblesse et le manque de prévisibilité des dépenses publiques aient gêné une planification à moyen terme¹⁴ et créé des phénomènes de pénurie dans divers domaines (communications, transports, électricité, assainissement, eau)¹⁵. En raison des restrictions législatives et réglementaires, l'investissement privé n'a pas toujours pu combler les lacunes dans certains de ces secteurs clés, encore que le recours aux PIDIREGAS et à d'autres projets d'investissement comportant des financements privés ait atténué les pénuries d'investissements publics dans le secteur énergétique (chapitre II, encadré 6). Enfin, l'envolée de l'investissement qui a caractérisé la seconde moitié des années 90 a porté dans une large mesure sur des installations liées à la consommation (galeries marchandes, établissements de restauration rapide), et non sur des équipements de production industrielle¹⁶.

Du côté de la demande, la croissance est tirée par les exportations

Les exportations du Mexique représentent maintenant 30 pour cent de son PIB, contre 17 pour cent au début des années 90, et le pays a connu un succès

Graphique 5. Taux d'investissement en capital fixe et leurs principales composantes

Pourcentage du PIB, en termes nominaux



1. Y compris les entreprises d'État (PEMEX, CFE, en particulier, pour le Mexique).

2. Données disponibles jusqu'en 2000 seulement.

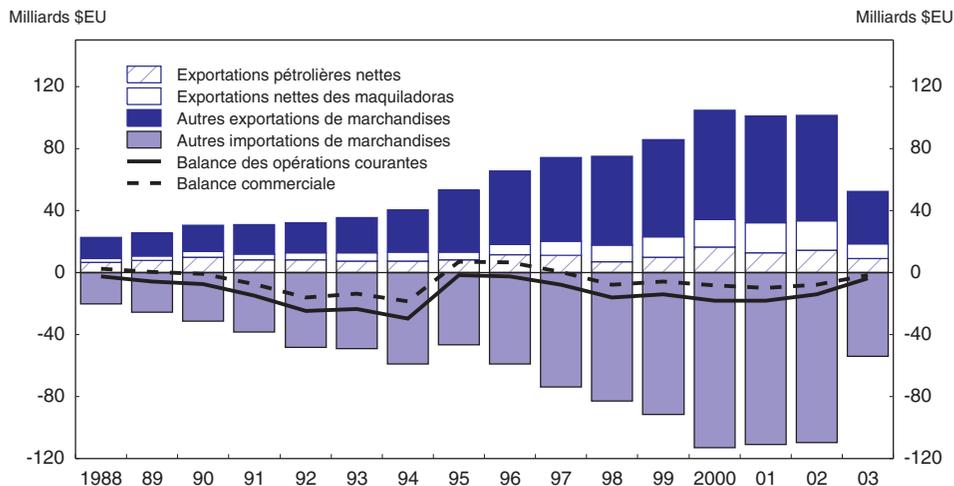
3. Les données antérieures à 1990 et la ventilation par composantes ne sont pas disponibles.

Source : OCDE, Base de données analytiques.

relatif en portant sa part de marché à 2.6 pour cent des exportations mondiales en 2000-2001, alors qu'elle n'était que de 1.4 pour cent 15 ans auparavant. La prédominance croissante des produits manufacturés dans les exportations a réduit la sensibilité des recettes d'exportation aux fluctuations des cours du pétrole. L'ouverture accrue de l'économie s'est accompagnée du développement des échanges intra-branche et intra-groupe¹⁷. Bien que le secteur industriel soit étroitement synchronisé avec les États-Unis, la balance des paiements courants est beaucoup moins sensible aux fluctuations conjoncturelles de ce pays partenaire qu'auparavant. Lorsque les exportations ralentissent, les importations font de même (graphique 6). Le secteur exportateur des *maquiladoras* (entreprises opérant sous franchise douanière) illustre l'interdépendance croissante entre le Mexique et les États-Unis (encadré 2). L'évolution des résultats récents de ces industries est révélatrice du processus d'adaptation du secteur manufacturier et de l'importance de la compétitivité.

Ce phénomène de production manufacturière centrée sur l'exportation est important à d'autres égards. Les *maquiladoras* faisant fondamentalement partie du secteur manufacturier des États-Unis, la forte progression du « commerce extérieur » de produits manufacturés n'a pas, en pratique, un impact aussi fort sur l'économie mexicaine que pourraient le laisser penser les statistiques relatives à l'évolution des échanges. La réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires a indubitablement influé sur l'intensité de la concurrence sur le territoire national, mais l'économie mexicaine demeure pour une grande part relativement fermée, en raison d'une réglemen-

Graphique 6. Commerce extérieur et balance des opérations courantes



Note : Pour 2003, les données concernent le premier semestre.

Source : Banque du Mexique.

tation excessive et de coûts de transport et de communication élevés. L'absence de redressement durable de la productivité, 10 ans après l'entrée en vigueur de l'ALENA, laisse à penser que le Mexique est confronté à des problèmes profondément enracinés d'adaptation et de manque de compétitivité (exception faite d'un secteur manufacturier exportateur à l'assise étroite), qui ne sont réglés que lentement.

Sur le long terme, une perte de compétitivité peut déboucher sur une dégradation des résultats à l'exportation et sur un recul de l'IDE. L'appréciation du taux de change effectif réel, mesuré par les prix relatifs à l'exportation et à la consommation, qui ont maintenant atteint des niveaux supérieurs à ceux du début des années 90, révèle une érosion continue de la compétitivité-prix du Mexique (graphique 7). Néanmoins, l'augmentation plus lente des coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre tend à indiquer que les exportateurs mexicains ont réussi à préserver leurs bénéfices par unité de production¹⁸. D'autres facteurs que la compétitivité des prix et des coûts sont à l'œuvre. D'une part, la diversification accrue des principaux secteurs exportateurs manufacturiers, dont la spécialisation commerciale évolue vers des produits manufacturés à moyenne et haute intensité technologique, contribue aux résultats du Mexique en matière d'exportations (Tableau 3). D'autre part, la compétitivité d'un pays, donc son attractivité pour les investisseurs, ne dépend pas seulement des coûts directs de la main-d'œuvre, mais également des incitations fiscales, de la flexibilité du temps de travail et des autres coûts indirects de la main-d'œuvre, des coûts

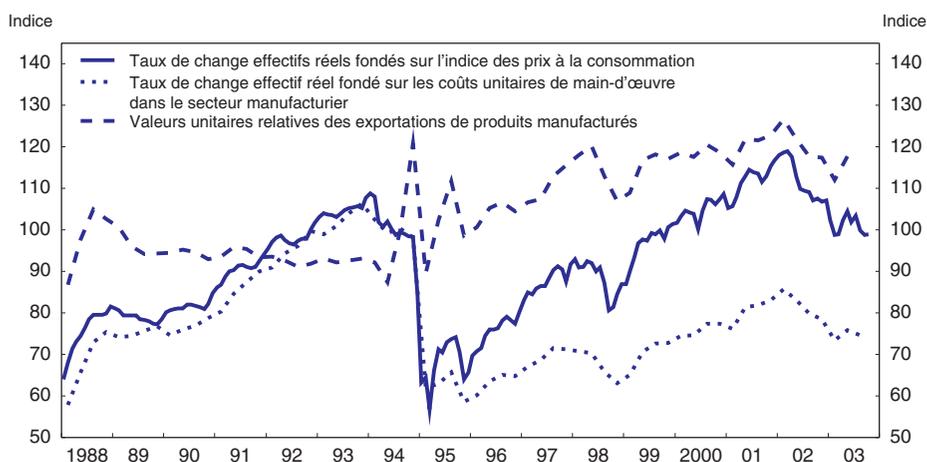
Encadré 2. Le secteur exportateur des maquiladoras

Les *maquiladoras* (entreprises opérant sous franchise douanière) sont des usines d'assemblage, qui sont implantées dans des zones où elles bénéficient d'un régime d'exonération fiscale quasi-totale et dont la production est destinée à être réexportée. D'abord situées à proximité de la frontière septentrionale du pays, elles se sont ensuite répandues dans les régions du centre et du sud. Ce secteur est le plus dynamique de l'économie mexicaine depuis le début des années 80. Le fait qu'il ait bénéficié d'un cadre juridique très assoupli par rapport au reste de l'économie nationale a joué un rôle clé dans son développement¹.

Son expansion a été particulièrement spectaculaire à la suite de l'entrée en vigueur de l'ALENA, les exportations augmentant à un rythme annuel de 20 pour cent tandis que les créations d'emplois s'élevaient à près de 110 000 par an. En 2000, le secteur des *maquiladoras* employait 1.3 million de personnes, soit environ 30 pour cent de la main-d'œuvre du secteur manufacturier (assimilée au nombre de travailleurs permanents assurés). De plus, il représentait près de la moitié des exportations totales de produits manufacturés. L'activité s'est toutefois ralentie en 2001, et les perspectives de croissance à court terme sont peut-être plus limitées que ces dernières années. Outre les répercussions du fléchissement constaté aux États-Unis, avec lesquels la synchronisation est très marquée, il semble que certaines *maquiladoras* pâtissent d'une perte de compétitivité des prix et des coûts, l'augmentation de la productivité étant inférieure à celle des salaires réels. Certains secteurs sont plus affectés que d'autres par ce phénomène : dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre (comme l'habillement, ou le matériel électrique et électronique²), le recul de l'activité risque fort d'être durable, plusieurs entreprises multinationales transférant leurs sites en Chine ou vers d'autres lieux d'implantation compétitifs en Asie et en Amérique latine. Néanmoins, la reprise est déjà tangible dans les secteurs à forte intensité de capital. Ceux-ci bénéficient de flux d'IDE considérables, qui devraient logiquement s'accompagner de transferts de technologie et d'une amélioration des processus organisationnels.

1. Voir J. Mattar et autres (2002). Les auteurs centrent leur analyse sur la formation brute de capital fixe dans le secteur manufacturier, l'évolution de l'IDE et les activités des *maquiladoras*.
2. Le ministère de l'Économie a indiqué qu'en 2001 et début 2002, plus de 20 entreprises au total (essentiellement dans le secteur de l'électronique et dans celui du textile et de l'habillement) avaient quitté le Mexique pour des lieux d'implantation plus compétitifs (informations de juillet 2002).

Graphique 7. **Taux de change effectifs réels**
Indice 1994 = 100¹



1. Indices en dollar.
Source : OCDE.

d'utilisation des télécommunications et de l'énergie, de l'efficacité de la distribution (notamment au niveau des infrastructures de transport), du degré de certitude juridique, de l'accès aux financements et des restrictions imposées en matière d'investissement étranger. De ce point de vue, le Mexique n'est pas en bonne position (voir l'indicateur composite de compétitivité au chapitre III).

Évolution économique récente et perspectives

Tour d'horizon des tendances récentes

L'évolution économique récente met en évidence certaines des faiblesses qui ont pesé sur la performance du Mexique dans la phase d'expansion du cycle. Le ralentissement mondial qui s'est amorcé à la fin de 2000 a eu une incidence importante sur l'activité du pays. Les exportations et les investissements mexicains ont diminué en 2001 et le PIB s'est contracté pendant plusieurs trimestres consécutifs, suivant de près le rythme de l'activité aux États-Unis (graphique 8). Par comparaison, le Canada, dont le commerce est encore plus étroitement lié aux États-Unis, a enregistré à l'époque des taux de croissance du PIB modérés, mais positifs. L'absence de sources intérieures de dynamisme au Mexique peut être en partie rattachée aux facteurs décrits plus haut, qui sont à l'origine du cycle récent : premièrement, l'insuffisance quantitative et qualitative

Tableau 3. Évolution de la spécialisation commerciale du Mexique

Code de la CTCI-3	Principaux avantages comparatifs	2001		1990	
		ACR ¹	Part des exportations ²	ACR ¹	Part des exportations ²
78	Voitures automobiles	7.37	17.69	8.58	11.51
33	Pétrole, dérivés du pétrole et produits connexes	7.24	7.38	33.01	35.87
76	Appareils de télécommunication et pour l'enregistrement du son	6.54	12.15	-4.50	0.19
75	Machines et appareils de bureau	3.50	8.39	-0.42	2.09
84	Vêtements et accessoires du vêtement	2.97	5.09	-0.88	0.33
05	Légumes et fruits	1.55	2.16	4.11	5.44
82	Meubles et leurs parties	1.37	2.09	-0.27	0.17
11	Boissons	0.88	1.05	0.64	1.01
81	Constructions préfabriquées, appareils sanitaires et appareils de chauffage et d'éclairage	0.50	0.69	0.04	0.18
03	Poissons, crustacés, mollusques et leurs préparations	0.31	0.40	1.13	1.26
79	Matériel de transport	0.24	0.57	-1.21	0.64
66	Articles minéraux manufacturés, n.d.a.	0.17	1.13	0.71	1.66
00	Animaux vivants autres que ceux figurant dans la division 03	0.13	0.26	0.97	1.30
07	Café, thé, cacao, épices et produits dérivés	0.08	0.25	1.23	1.50
06	Sucres, préparations à base de sucre et miel	0.07	0.20	-1.68	0.23
85	Chaussures	0.06	0.23	0.00	0.31

n.d.a. = non défini ailleurs.

1. ACR : Indicateur de l'avantage comparatif révélé $(X_i/X - M_i/M) * 100$, où $X_i(M_i)$ et $X(M)$ représentent, respectivement, les exportations (importations) mexicaines de produits et les exportations (importations) mexicaines totales.

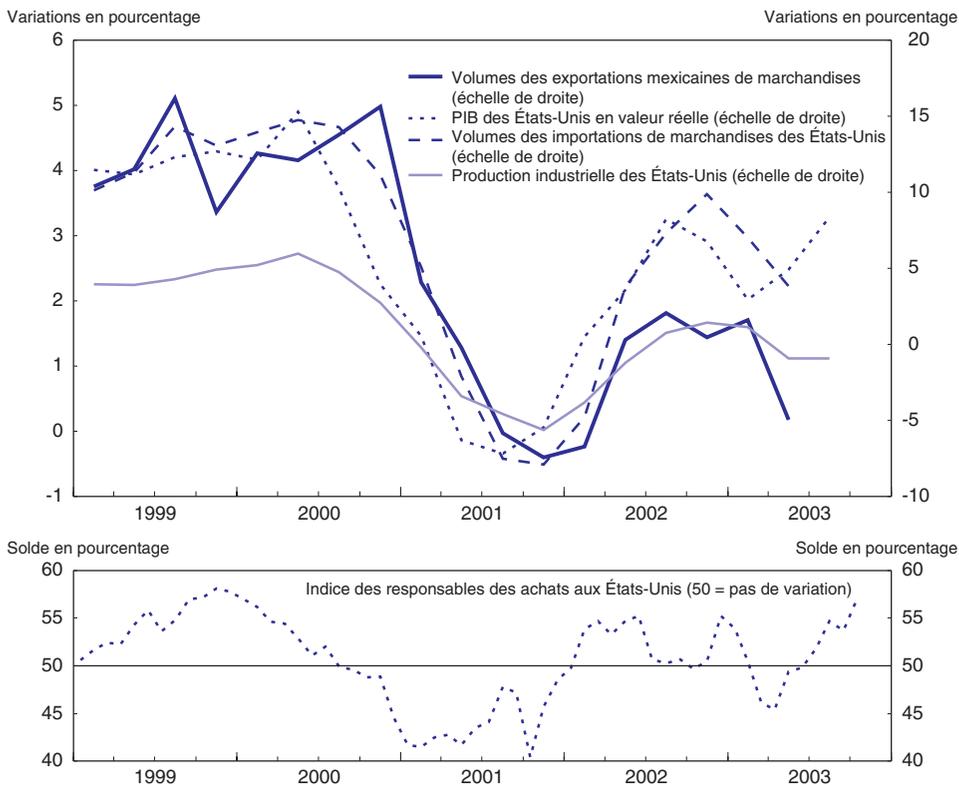
2. En pourcentage des exportations totales en 1990 et 2001, respectivement.

Source : OCDE.

de l'investissement dans la deuxième moitié des années 90 : deuxièmement, le resserrement du crédit au lendemain de la crise du peso, dont ont souffert davantage les petites entreprises non liées au secteur exportateur ; troisièmement, des taux d'intérêt réels d'un niveau élevé jusqu'à récemment, qui ont freiné l'investissement dans la construction et les autres investissements du secteur privé ; et, enfin, la fragilité de la situation de l'emploi, avec plus d'un tiers des emplois créés dans les activités informelles, où le revenu est généralement faible et peu stable.

Cependant, malgré sa faible capacité d'adaptation intérieure, l'économie mexicaine s'est mieux comportée dans la phase actuelle de ralentissement conjoncturel que lors des phases précédentes. Le ralentissement a été relativement peu marqué et cette récession a été la première à ne pas être accompagnée, ou déclenchée, par une crise monétaire ou financière. Les crises financières frappant

Graphique 8. **Activité aux États-Unis et exportations du Mexique**
Variation d'une année sur l'autre



Source : OCDE.

Le reste de l'Amérique latine ne se sont pas propagées au Mexique, ce qui tient dans une large mesure à la mise en œuvre de politiques macroéconomiques bien conçues, qui ont permis à l'économie de traverser la période de fléchissement de l'activité sans avoir à supporter en plus des déséquilibres macroéconomiques sous-jacents ou une crise de confiance. L'amélioration des fondamentaux macroéconomiques s'est aussi reflétée dans le solde extérieur du Mexique. Compte tenu du manque de dynamisme économique, le déficit de la balance des opérations courantes est revenu à 2.2 pour cent du PIB en 2002, avec des estimations pour 2003 inférieures à ce niveau. Les entrées de capitaux sont restées dominées par l'IDE, dépassant largement le déficit de la balance des opérations courantes.

Tableau 4. **Perspectives à court terme**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	Prix courants	Variation en pourcentage, volume (prix de 1993), milliard de pesos				
Consommation privée	3 683.7	2.7	1.2	2.8	3.6	4.4
Consommation publique	609.7	-1.2	-1.3	2.1	2.3	2.2
Formation brute de capital fixe	1 174.1	-5.8	-1.3	-1.2	4.8	6.3
Demande intérieure finale	5 467.6	0.6	0.5	2.0	3.7	4.6
Formation de stocks ¹	136.4	-0.2	0.5	-1.0	0.3	0.0
Demande intérieure totale	5 603.9	0.4	1.0	1.0	3.9	4.5
Exportations de biens et services	1 704.1	-3.6	1.4	-0.3	6.5	7.8
Importations de biens et services	1 810.6	-1.5	1.6	-1.7	7.2	8.4
Exportations nettes	-106.5	-0.7	-0.1	0.5	-0.4	-0.5
PIB aux prix du marché	5 497.4	-0.3	0.9	1.5	3.6	4.2
Déflateur du PIB	-	6.4	4.6	5.2	3.3	3.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	-	7.2	4.8	4.6	3.4	3.1
Balance des opérations courantes ²	-	-2.9	-2.2	-1.9	-2.5	-3.0

1. Contributions aux variations du PIB réel (pourcentage du PIB réel de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source: OCDE. Estimations et prévisions établies pour le n° 74 des *Perspectives économiques*, sur la base des données disponibles le 3 novembre 2003.

Perspectives et risques à court terme

Le PIB réel du Mexique s'est redressé au milieu de 2002, suivant l'évolution aux États-Unis, mais la reprise mexicaine a été hésitante. Les évolutions récentes donnent à penser que l'expansion des exportations restera le principal déterminant de l'accélération de la croissance à court terme. Compte tenu de l'importance des échanges intra-branche et intra-groupe entre le Mexique et les États-Unis, les exportations mexicaines sont tributaires de la production industrielle américaine, qui est restée peu dynamique durant la phase de reprise. L'indicateur précurseur de la production industrielle aux États-Unis n'est devenu nettement positif qu'au milieu de 2003, de sorte que la perspective d'un net redressement de la croissance de la production mexicaine a été différée jusqu'à la dernière partie de l'année (voir annexe I.C)¹⁹. La croissance du PIB devrait s'accélérer en 2004. Cependant, sans effet stimulant attendu des politiques macroéconomiques et compte tenu de la stagnation des réformes, la reprise de l'investissement sera vraisemblablement lente, de sorte qu'en 2004 et 2005 la progression du PIB pourrait être plus modérée qu'à la fin des années 90. On s'attend que le déficit de la balance des opérations courantes se creuse par rapport à son niveau d'une faiblesse record de 2003, pour atteindre 3 pour cent du PIB d'ici à 2005, tout en restant essentiellement financé par l'investissement direct étranger.

Les principaux risques pesant sur les perspectives concernent les évolutions extérieures, y compris les prix mondiaux du pétrole, les marchés financiers et, surtout, le rythme de l'activité économique aux États-Unis et son incidence sur les exportations du Mexique. Cependant, la principale incertitude entourant le potentiel de croissance du Mexique est d'origine intérieure : elle concerne le programme structurel du pays, pour lequel les discussions n'ont pas toujours conduit à des propositions, ni les propositions à une approbation, ni l'approbation à une mise en œuvre, malgré le consensus politique sur la nécessité de réformes. Dans le secteur privé, également, il est largement admis que l'absence de réformes structurelles est l'un des principaux facteurs qui freinera l'activité économique dans les mois à venir. L'approbation de réformes concernant le marché du travail, la fiscalité et l'électricité, en particulier, renforcerait la confiance des entreprises. Elle créerait un environnement plus favorable à l'investissement privé, y compris l'investissement direct étranger, et la reprise conjoncturelle pourrait déboucher sur une période de croissance vive et soutenue.

L'objectif essentiel est de doper la croissance à moyen terme

Les perspectives de croissance à moyen terme ne sont pas satisfaisantes...

Comme on l'a noté plus haut, une augmentation significative du taux potentiel de croissance (si possible de 2-3 points) et le maintien du taux effectif de croissance proche de ce niveau potentiel plus élevé sur une période prolongée sont les principaux enjeux auxquels sont confrontées les autorités mexicaines. Bien que cet objectif soit très ambitieux, il n'est en aucune manière irréalisable, comme l'expérience de pays aussi divers que l'Irlande et la Corée l'a montré. La particularité du Mexique tient à la fois au manque flagrant de toutes les formes de capital et à l'insuffisance de l'expertise en matière de gestion et de savoir-faire technologique ainsi qu'à l'impérieuse nécessité sociale non seulement de relever les niveaux de vie mais aussi d'améliorer l'état nutritionnel et l'état sanitaire de base d'une grande partie de la population. Malgré les efforts faits par les autorités pour accroître les dépenses au titre du développement social et élargir l'accès aux services sanitaires et d'éducation de base, la pauvreté est omniprésente, touchant particulièrement les zones rurales reculées. En 2002, près de la moitié de la population mexicaine vivait dans la pauvreté et un Mexicain sur cinq habitant les zones rurales souffrait d'une extrême pauvreté, ce qui ne peut qu'avoir une incidence importante sur les priorités des pouvoirs publics (encadré 3). La stratégie de croissance du Mexique (définie dans le chapitre III) doit trouver les moyens de partager plus largement les fruits de la croissance dans l'ensemble de la population et de remédier au problème de la pauvreté.

Le gouvernement a défini une stratégie à moyen terme (Programme national de financement du développement, PRONAFIDE, pour 2001-06). Ce programme peut contribuer à améliorer la confiance des investisseurs étrangers et nationaux. L'objectif de la politique macroéconomique est d'assurer un environnement stable, en mainte-

Encadré 3. Réduction de la pauvreté

La réduction de la pauvreté est l'un des principaux enjeux auxquels est confronté le Mexique. Au lendemain de la crise mexicaine de 1994/95, le PIB réel par habitant a fortement reculé ; l'emploi dans le secteur formel s'est contracté de même que les salaires réels. Cela a conduit à une forte progression de la pauvreté au niveau national, qui annulé la plupart des progrès obtenus dans le cadre des politiques de lutte contre la pauvreté de la fin des années 80 et du début des années 90. Cependant, depuis 1996, on observe un changement notable de situation et la part de la population vivant dans le dénuement a diminué. Le Mexique a beaucoup progressé dans son combat contre la misère, grâce à une croissance des revenus plus soutenue et à la stabilité macroéconomique, qui ont permis d'effacer certains des effets les plus dévastateurs de la crise de 1994/95.

Malgré ces progrès, la pauvreté reste à des niveaux élevés au Mexique. En 2002, un Mexicain sur cinq vivait encore dans un dénuement extrême, c'est-à-dire avec un revenu insuffisant pour couvrir les besoins alimentaires essentiels.

Un large éventail de programmes publics ont été mis en œuvre au fil des années pour réduire la pauvreté et améliorer le bien-être de la population. L'administration actuelle articule la stratégie de lutte contre la pauvreté autour de plusieurs axes, y compris à la fois des programmes visant les catégories les plus démunies (essentiellement *PROGRESA/Oportunidades*) et des mesures destinées à assurer un plus large accès aux services de base en matière d'éducation et de santé. Une extension du parc de logements publics fait aussi partie de ces actions. Les dépenses au titre des programmes de réduction de la pauvreté sont passées de 0.7 pour cent du PIB à 1.3 pour cent en 2002. Les dépenses en 2002 se sont chiffrées à 77.6 milliards de pesos (plus de 7 milliards de dollars des États-Unis), dont 18.4 milliards de pesos pour *PROGRESA/Oportunidades*, 3.9 milliards de pesos pour la Programme d'emplois temporaires, 8.6 milliards de pesos pour l'effort d'éducation, 5.7 milliards de pesos pour l'élément santé et 5.3 milliards de pesos pour les programmes nutritionnels. Au fil des années, les programmes ont été de plus en plus décentralisés, les États et les municipalités se voyant attribuer un plus grand contrôle sur l'allocation des ressources. La part des subvention générales s'est aussi progressivement réduite au profit des programmes ciblés (voir annexe I.D.)

Les divers programmes de réduction de la pauvreté ne suffiront pas en eux-mêmes à éliminer la misère. Le Mexique doit assurer la croissance de l'activité économique et l'expansion des possibilités d'emploi dans le secteur formel pour permettre aux familles qui voient leur situation s'améliorer suite à certaines de ces actions de ne plus dépendre des programmes d'aide, d'éviter les pièges de la pauvreté et de ne plus jamais sombrer dans la pauvreté.

nant l'inflation à un bas niveau et en garantissant ainsi des taux d'intérêt faibles en termes réels et nominaux. En outre, le système financier devrait être en mesure de jouer son rôle de financement du secteur privé. Cette stratégie est examinée plus en détail dans le chapitre II. Le scénario de référence du gouvernement, qui part de

l'hypothèse qu'aucune des réformes structurelles importantes n'est approuvée, table sur une faible inflation à moyen terme, avec un déficit de la balance des opérations courantes se situant à un niveau pouvant être aisément financé par des entrées de capitaux stables (IDE) ; sur une croissance potentielle du PIB de 4 pour cent environ, soit un taux proche du taux moyen de la décennie passée. Ces perspectives sont comparables au scénario de référence à moyen terme de l'OCDE, dans lequel les prévisions sont déterminées essentiellement par l'évolution de l'offre, l'hypothèse d'aucune réforme structurelle majeure étant aussi retenue²⁰. Pour le Mexique, la croissance du PIB devrait varier entre 4 et 4½ pour cent, soit des taux trop faibles pour réduire l'écart avec les pays de l'OCDE dans le proche avenir, la création d'emplois dans le secteur formel étant insuffisante pour absorber les nouveaux arrivés sur le marché du travail et réduire sensiblement les activités informelles. On peut donc conclure que si la stabilité macroéconomique est une condition sine qua non de l'investissement des entreprises nationales et étrangères dans l'économie mexicaine sur une base durable, une telle stabilité ne suffira pas en elle-même à générer une croissance suffisamment rapide.

... et seule une action dynamique dans les secteurs essentiels permettra de les améliorer

Il faudrait supprimer plusieurs goulets d'étranglement pour que la croissance du PIB atteigne un rythme de 6 à 7 pour cent par an, objectif annoncé dans le programme de l'actuelle administration et requis pour absorber le grand nombre de personnes rejoignant la population active chaque année (et réduire l'emploi dans le secteur informel). Les autorités ont élaboré un autre scénario dans leur programme à moyen terme, fondé sur une série différente d'hypothèses, notamment la mise en œuvre d'un ensemble complet de réformes – dans les domaines structurel et budgétaire ainsi que dans le secteur de l'éducation ; les autorités estiment que, grâce à leur incidence sur la productivité et l'investissement privé, ces réformes finiront par donner un coup de pouce à la croissance potentielle de la production de pas moins de 3 points de pourcentage. Pour atteindre cet objectif ambitieux, il faudra des efforts de réforme soutenus, conduisant à des taux d'investissement humains et physiques beaucoup plus élevés que ceux enregistrés dernièrement.

Le faible niveau moyen du capital humain est peut être l'un des principaux facteurs pesant sur la croissance du Mexique. Il doit être augmenté, par une amélioration quantitative et qualitative de l'éducation et de la formation. L'importance pour la croissance économique d'une scolarisation plus poussée a été mise en évidence dans une étude de l'OCDE fondée sur des données de panel pour 21 pays membres : sur une période caractérisée par le remplacement des cohortes faiblement instruites par des travailleurs ayant un niveau plus élevé d'instruction, une année supplémentaire de scolarisation augmente la production par habitant de 4 à 7 pour cent à long terme²¹. Une réforme du marché du travail qui

facilite la mobilité et la flexibilité de la main-d'œuvre est un autre aspect indispensable d'une stratégie globale de croissance. En particulier, les mesures qui rendent l'emploi dans le secteur formel plus attrayant pour les employeurs et les travailleurs contribueraient à la réaffectation de la main-d'œuvre des emplois précaires dans le secteur informel vers des activités plus productives.

En outre, l'investissement productif doit de toute évidence être accéléré pour desserrer la contrainte au niveau de l'offre qui pèse sur l'économie mexicaine. À l'aide de diverses méthodes, Shiao et autres (2002) estiment que pour amener la croissance de la production potentielle à 7 pour cent, l'investissement devrait augmenter en rythme annuel de 8½ à 12½ pour cent (suivant les hypothèses retenues en matière de productivité). De tels taux de croissance de la formation de capital fixe sont nécessaires pour que le coefficient d'investissement s'aligne sur des niveaux plus comparables à ceux des économies effectuant un rattrapage rapide et sur le taux déjà atteint par le Mexique dans les années 70. L'effort d'investissement devra porter en particulier sur le secteur des TIC. Dans les pays de l'OCDE enregistrant les meilleurs résultats, notamment les États-Unis, le Canada, l'Australie, l'Irlande et les pays européens nordiques, il apparaît clairement que l'augmentation des investissements dans les TIC dans les années 90 a amélioré la croissance de la productivité multifactorielle²². Au Mexique, un renforcement des qualifications et de l'adaptabilité de la main-d'œuvre contribuerait à développer l'utilisation des TIC dans les processus de production.

L'IDE peut jouer un rôle. Outre qu'il contribue à l'accumulation de capital, l'IDE peut avoir une incidence sur la performance économique par des effets de réallocation et des effets technologiques²³. Peu de données confirment actuellement l'existence au Mexique de retombées technologiques de l'IDE en faveur d'autres entreprises. Des études antérieures ont montré que le taux de croissance de la productivité du travail dans l'industrie mexicaine a rattrapé plus rapidement celui enregistré aux États-Unis dans les secteurs où les multinationales jouent un rôle plus important ; mais il n'a pas été possible de faire une distinction entre l'augmentation de la productivité intra-groupe et l'effet de « destruction créative »²⁴. L'ampleur des IDE réalisés dans les secteurs financiers après 1999, lorsque le secteur bancaire a été totalement ouvert, a contribué au renforcement de ce secteur, qui devrait contribuer de façon déterminante à soutenir la croissance économique dans les années à venir (chapitre II).

Des modifications du cadre réglementaire et légal sont nécessaires pour créer des conditions propices à une augmentation de l'investissement national et étranger. Deux lignes d'action sont particulièrement prometteuses : premièrement, supprimer les obstacles directs à l'investissement privé dans les secteurs clés, comme le secteur de l'électricité ; et, deuxièmement, améliorer la concurrence en diminuant les obstacles à l'entrée, renforçant le cadre institutionnel de la politique de la concurrence et assurant la mise en œuvre des décisions. Cela contribuerait

aussi à augmenter la productivité multifactorielle en renforçant les incitations à adopter de nouvelles technologies et à s'aligner sur les meilleures pratiques²⁵.

Pour établir un climat plus favorable aux entreprises, le Mexique se doit avant tout d'assurer un système juridique plus transparent et plus efficace permettant une plus grande efficacité des activités commerciales et industrielles et une réduction des coûts. La « règle de droit » est plus facile à reconnaître par sa présence (ou son absence) qu'à définir, mais elle implique certains éléments indispensables, notamment des droits de propriété bien établis et défendus par les tribunaux, sans lesquels les parties à un contrat ne peuvent pas être assurées que les conditions de celui-ci seront respectées. L'administration du Président Fox a pris des mesures pour lutter contre la corruption à tous les niveaux, mais celle-ci est loin d'avoir été entièrement éliminée. Il importe également que les réformes économiques qui ont été convenues démocratiquement, ne soient pas bloquées à des niveaux inférieurs de l'administration, ou par le secteur privé, afin de gagner des suffrages ou d'extraire des rentes.

En résumé, le Mexique dispose d'un fort potentiel pour rattraper les pays plus avancés de l'OCDE. Une action dynamique est requise pour tirer parti de ce potentiel, dont les principaux éléments sont décrits ci-après (et examinés en détail dans le chapitre III) :

- *Favoriser le développement du capital humain et faciliter l'ajustement de la main-d'œuvre.* Une scolarisation plus poussée devrait avoir une incidence directe, en améliorant la qualité de la main-d'œuvre, ainsi qu'un effet plus permanent, en facilitant l'adoption des nouvelles technologies. La question ici n'est pas tant de dépenser considérablement plus au titre de l'éducation de base, mais de faire en sorte que ces dépenses soient plus efficaces. La formation contribue aussi de façon importante à cet objectif, car la main-d'œuvre qualifiée est plus adaptable. En outre, la réduction des obstacles à l'embauche formelle facilite la réaffectation de la main-d'œuvre vers des activités plus productives.
- *Créer des conditions propices à l'investissement des entreprises, notamment dans le secteur des TIC.* L'augmentation des investissements de rationalisation a une incidence directe sur la productivité du travail et, en favorisant une diffusion plus rapide du progrès technologique incorporé, exerce aussi un effet indirect durable. De faibles taux d'intérêt et des taux d'intérêt nominaux pas trop instables sont requis, de même que des modifications du cadre juridique visant à assurer que les investisseurs tirent parti des fruits de leurs efforts et, au besoin, retirent et réaffectent rapidement leur capital.
- *Améliorer l'accès à des financements (y compris l'IDE).* Les conditions intérieures et le capital extérieur jouent un rôle critique dans l'investissement, notamment le capital-risque nécessaire à des activités novatrices plus risquées.
- *Assouplir les mesures réglementaires qui font obstacle à l'activité entrepreneuriale.* La levée des restrictions à l'accès aux marchés, la réduction des formalités

administratives liées à la création de nouvelles entreprises et la mise en place du régime de faillite permettant la sortie des entreprises sont autant d'éléments qui favorisent le progrès technologique et facilitent ainsi le processus de rattrapage.

Notes

1. Le fait que cet écart ne se réduise pas s'explique par un taux d'accroissement démographique plus élevé (entre 1½ et 2 pour cent par an) que dans le reste de la zone OCDE et un taux de croissance du PIB proche de la moyenne.
2. Les causes de la crise du peso étaient multiples et il serait vain de tenter de les classer par ordre d'importance. Avec le recul, toutefois, il a été possible de comprendre comment cette crise avait éclaté et comment elle avait été amplifiée. Des universitaires et des experts ont consacré de nombreuses études à cet épisode, tant au Mexique qu'à l'étranger. L'étude économique du Mexique publiée en septembre 1995 par l'OCDE contient une analyse approfondie de cette crise et du processus d'ajustement qui a suivi.
3. Le PNB est légèrement inférieur au PIB, car il ne comprend pas les bénéfices engrangés par les grandes entreprises manufacturières à capitaux étrangers et le secteur des services exportables, auxquels n'ont pas accès les résidents nationaux. En revanche, le PNB inclut les transferts courants nets reçus du reste du monde, qui correspondent pour l'essentiel aux envois de fonds des travailleurs migrants.
4. Voir les données utilisées pour le chapitre I, dans l'annexe I.A.
5. Cf. annexe I.A, tableaux et graphiques sur la croissance du PIB, l'emploi et la productivité.
6. La faiblesse des gains de productivité ne peut être établie avec certitude, faute de statistiques complètes et fiables sur le marché du travail. L'Enquête nationale sur l'emploi contient un agrégat de définition large, qui comprend tous les travailleurs indépendants, les travailleurs dépendants non rémunérés et les salariés non assurés (c'est-à-dire le secteur formel de l'économie et le secteur informel). Elle surestime probablement le niveau de l'emploi, dans la mesure où elle inclut le « sous-emploi », pour reprendre la terminologie mexicaine. Défini ainsi de manière très large comme le nombre de personnes ayant une activité professionnelle, le niveau de l'emploi s'est hissé d'environ 30 millions de personnes en 1991 à 40 millions en 2002 (tableau I.A.2 de l'annexe I.A). Par contre, les données qui figurent dans les comptes nationaux incluent les salariés mais ne prennent pas en compte les travailleurs non rémunérés ni les travailleurs sans contrat. La statistique de l'emploi salarié telle qu'elle figure dans les comptes nationaux correspond donc probablement à une sous-estimation du niveau de l'emploi. Dans le même temps, il se pourrait que le niveau et la croissance du PIB aient été sous-estimés ces dernières années. Sans perdre de vue ces réserves, on présente dans cette partie quelques observations particulièrement révélatrices, fondées sur plusieurs indicateurs.
7. Voir annexe I.B sur l'ajustement du secteur agricole.
8. Les éléments d'appréciation restent très fragmentaires, faute de données disponibles. Se fondant sur ses estimations du stock de capital, B. Bosworth (1998) parvient à

la conclusion que le capital physique par travailleur a diminué à la suite de la crise d'endettement de 1982, et qu'il était plus faible en 1994 qu'en 1981. Tandis que le coût du travail baissait, celui du capital augmentait au cours des années 80 et pendant la plus grande partie des années 90 : dans le cas des équipements importés, cette évolution faisait écho à la dépréciation de la monnaie mexicaine, mais de manière plus générale, elle résultait de la pénurie de crédit. En conséquence, le coefficient d'intensité capitalistique a diminué.

9. Les données sur l'emploi des comptes nationaux excluent les travailleurs indépendants et les travailleurs non rémunérés. Elles sont parfois utilisées comme variables indicatives de l'emploi dans le secteur formel. Il s'agit de données « estimées » et non de données observées, qui portent sur le nombre d'emplois (or, une même personne peut occuper plusieurs emplois rémunérés). Les comptes nationaux disponibles depuis 1995 contiennent à la fois des séries statistiques sur les emplois rémunérés et sur les actifs occupés. Ce sont les données sur les emplois qui sont utilisées dans cette analyse, car elles sont disponibles sur une plus longue période. L'annexe I.A présente les données sur l'emploi établies sur la base de différentes définitions.
10. Norma Samaniego (OIT, 2000), sur la base des données de l'enquête sur l'emploi.
11. Les informations recueillies au niveau des entreprises disponibles pour 10 pays de l'OCDE apportent un utile éclairage sur ces effets. Dans les pays étudiés, parmi lesquels figurent les États-Unis, la France, l'Italie, le Royaume-Uni ainsi que la Finlande, les Pays-Bas et le Portugal, l'augmentation de la productivité du travail dans le secteur manufacturier semble largement résulter de l'évolution de la situation au sein de chaque entreprise, et la sortie d'entreprises à faible productivité y contribue également de manière substantielle (dans le cadre d'un processus de « destruction créatrice »). Le Mexique n'est pas inclus dans l'étude de l'OCDE, faute de données suffisantes. Voir Scarpetta et autres. (2002), ainsi que *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE* (OCDE 2003), en particulier les chapitre III et V.
12. Les lacunes du système bancaire et des procédures de faillite sont considérées comme des obstacles fondamentaux à la croissance de la productivité dans l'ensemble de l'économie mexicaine, d'après une étude de la banque centrale du Chili. Selon ce document, l'écart de performance entre le Chili et le Mexique peut s'expliquer par le fait que le Chili a entrepris des réformes dans ces secteurs avec environ 10 années d'avance, ce qui s'est traduit par une augmentation plus rapide de la productivité [voir Bergoing et autres (2001)]. Les PME, en particulier, sont quasiment privées de crédit depuis 10 ans. Avant la privatisation des banques, les crédits étaient accordés aux secteurs privilégiés qui bénéficiaient de subventions [voir le chapitre II ci-après et l'examen plus détaillé du secteur bancaire mexicain qui figure dans Bonturi (2002)].
13. Dans son document de référence de 1998 (*op. cit.*), Bosworth parvient à la conclusion que le « capital est de loin la contrainte la plus forte » qui puisse empêcher une croissance rapide de la production à moyen terme. Ce problème du manque de capital est également évoqué dans un article plus récent de Shiao et autres (2002). S'agissant des TIC, l'expérience d'autres pays de l'OCDE montre que des gains de productivité faibles peuvent refléter la petite taille du secteur des TIC ainsi qu'une utilisation limitée de ces technologies (graphique I.A.2 de l'annexe I.A).
14. Un tiers des recettes budgétaires sont toujours liées aux revenus pétroliers, donc sensibles aux variations des cours du pétrole.
15. Les besoins du seul secteur de l'eau et de l'assainissement sont estimés à 2.2 milliards de dollars par an, ce qui représente le double du budget annuel de la *Comisión Nacional del Agua* (CNA, Commission nationale de l'eau), qui conserve tout pou-

- voir en matière de fourniture et de réglementation dans le domaine de la gestion de l'eau (cf. *Examens environnementaux de l'OCDE – Mexique*, 2003).
16. Le volume net des investissements directs étrangers (IDE), représentant en moyenne 2½ pour cent du PIB par an entre 1994 et 2002, a permis à l'économie de s'accroître sans contracter d'importants emprunts à l'extérieur. Environ un tiers du total est allé au secteur manufacturier, le secteur exportateur des *maquiladores* recevant moins de la moitié de ce montant. Les autres principales destinations des IDE depuis 1994 ont été le commerce (distribution de détail), qui en a absorbé près de 10 pour cent, et les services financiers, surtout en fin de période.
 17. Voir le tableau I.A.1 et les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 71, chapitre VI « Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production » (2002).
 18. Le coût de la main-d'œuvre et la productivité du secteur manufacturier du Mexique par rapport à ceux du secteur manufacturier des États-Unis sont examinés dans Montout (2002), à travers l'exemple de l'industrie automobile dans le cadre de l'ALENA.
 19. L'annexe I.C présente certaines données détaillées sur les évolutions économiques récentes, notamment des tableaux et graphiques de référence.
 20. En juin 2003, l'OCDE tablait sur une croissance moyenne du PIB dans l'ensemble de la zone de l'OCDE de 3 pour cent (et un peu plus pour les États-Unis) en 2005-08. Il était alors prévu que la croissance du Mexique se situerait aux alentours de 4 pour cent sur cette période. Voir OCDE, « Scénario de référence à moyen terme » dans le numéro 73 des *Perspectives économiques*, juin 2003. Ces prévisions seront révisées en tenant compte des nouvelles prévisions à court terme pour la zone de l'OCDE.
 21. Bassanini, Scarpetta et Hemmings (2001).
 22. L'importance des TIC est examinée dans OCDE (2003) *ICT and Economic growth: evidence from OECD countries, industries and firms*. On a aussi constaté que l'intensité de la R-D joue un rôle dans l'innovation et la croissance de la productivité, sur la base notamment de données agrégées (Guellec et autres, 2001) et de données sectorielles (Scarpetta et autres, 2002). Lederman et Maloney (*op. cit.*) soulignent la nécessité pour le Mexique d'effectuer un rattrapage dans le domaine de l'innovation et du progrès technologique. Ils avancent que la libération du commerce et l'ALENA, qui peuvent contribuer positivement à cet effort, ne suffiront sans doute pas et que des améliorations substantielles devront intervenir dans le système mexicain d'innovation de façon à le rendre plus efficient.
 23. Il est généralement reconnu que l'augmentation des taux d'investissement, y compris de l'IDE, génère des externalités positives du fait de l'adoption des meilleures pratiques en matière d'organisation et de technologie. Nicoletti et autres (2003).
 24. Cf. Lederman et Maloney (2003).
 25. Nicoletti et Scarpetta (2003) mettent en évidence le rôle joué dans la croissance par les réglementations favorables à la concurrence. Le Mexique n'est pas couvert par cette étude car les données manquent pour procéder à des mesures fiables de la PMF. Bien que les estimations réalisées sur les 21 pays couverts par l'étude soient sujettes aux réserves habituelles liées aux analyses économétriques, elles servent de référence intéressante pour le Mexique.
 26. Il existe une corrélation négative entre le taux d'inflation et l'accumulation de capital physique dans le secteur privé, alors que des déficits publics élevés risquent de compromettre la croissance. Cf. Bassanini, Scarpetta et Hemmings (2001).

27. Le concept de « déficit budgétaire » du secteur public est plus étroit que celui de « besoin de financement du secteur public » (voir plus bas). Il prend toutefois en considération le coût de la réforme de la sécurité sociale pour le secteur privé depuis 1997, qui fait peser sur le budget une charge annuelle équivalant à environ 1½ pour cent du PIB, dont la moitié correspond aux coûts du passage à un système fondé sur la capitalisation, ce qui signifie que le gouvernement est en train de procéder dans les faits à une réduction des engagements publics implicites. Il tient également compte des sommes versées au fonds de stabilisation des recettes pétrolières depuis sa création en 2000, ainsi que de la composante réelle du service de la dette liée aux programmes d'appui au secteur bancaire.
28. Les dépenses liées aux projets d'investissements publics ayant une incidence différée sur le budget (PIDIREGAS) ne sont pas comptabilisées dans le solde financier à la date de réalisation de l'investissement, mais une fois le projet achevé, au moment où les obligations financières sont honorées (voir encadré II.1). Cependant, le besoin de financement du secteur public tient compte de ces projets dès le départ, c'est-à-dire lorsque la décision d'investissement est prise. Le coût des programmes de sauvetage financier qui est inclus dans le besoin de financement du secteur public correspond aux engagements totaux découlant : i) des opérations de restructuration des banques, qui en représentent la plus grande part, étant donné que seule la composante réelle du service de la dette est comptabilisée dans le budget ; ii) des programmes d'aide aux débiteurs ; iii) du programme de renflouement des sociétés concessionnaires de routes à péage.
29. La liquidation de *Banrural* réduit l'endettement net du secteur des banques de développement, tout en accroissant la dette de l'État fédéral. La fermeture de *Banrural* et la création d'une nouvelle entité, *Financiera Rural*, visent à résoudre les problèmes budgétaires structurels engendrés par les opérations de *Banrural*, tout en renforçant le système financier rural grâce à la mise en place d'une institution financière plus transparente et plus efficiente. Les ressources destinées à éponger les dettes de *Banrural* ont eu pour effet d'alourdir de 37.9 milliards de pesos la dette de l'État fédéral. Un apport de capitaux en faveur de *Financiera Rural* a par ailleurs été effectué.
30. Grâce aux nouvelles mesures fiscales ainsi qu'à un meilleur recouvrement de l'impôt, le produit de l'impôt sur le revenu a augmenté de 6.5 pour cent en termes réels, mais ce chiffre est sensiblement inférieur aux prévisions. Le produit des taxes spéciales sur les télécommunications et les boissons non alcoolisées qui ont été instaurées en 2002 a également été inférieur aux estimations.
31. Le versement du capital initial de *Financiera Rural* a été autorisé par le Congrès et effectué par le gouvernement fédéral au moyen de 10.9 milliards de pesos provenant de ressources non récurrentes liées à la réforme des retraites de l'IMSS. Ces ressources étaient constituées de l'épargne retraite non réclamée (SAR/IMSS 92).
32. Les principaux facteurs à l'origine de la forte augmentation des dépenses ont été d'une part les dépenses de personnel (+7.6 pour cent en termes réels), à la suite des négociations sur les salaires contractuels dans les secteurs de l'éducation et de la santé, ainsi que dans les entreprises publiques (PEMEX et CFE) et d'autre part les dotations destinées à renforcer le secteur judiciaire. Les dépenses de sécurité sociale, qui apparaissent dans la classification par fonction, ont connu une nette progression du fait de fortes augmentations des pensions de retraite et de la constitution de réserves de retraite, alors que l'augmentation des investissements dans les autoroutes et le développement du projet « e-México » ont été les principaux facteurs à l'origine de l'explosion du poste « communications et transports ».

33. Des ressources sont transférées aux États au travers du partage des recettes (*participaciones*) ainsi que de subventions (*aportaciones*) affectées à des fins spécifiques. Les transferts de ressources au titre du Programme de développement des infrastructures et d'amélioration de la situation financière des États (PAFEF) ont été revus à la baisse au premier semestre, mais rétablis à leur niveau initial au second semestre lorsque les recettes pétrolières ont augmenté.
34. Le projet de budget initialement déposé par le gouvernement reposait sur une hypothèse plus prudente de 17 dollars le baril. Mais le Congrès a approuvé un budget révisé dans lequel le prix moyen du pétrole est plus élevé. L'écart entre le prix moyen du mélange mexicain destiné à l'exportation et la référence constituée par l'indice des cours mondiaux, qui met en évidence la part encore relativement élevée du brut lourd (« Maya ») par rapport aux huiles plus légères (« Istmo » et « Olmeca ») dans les exportations mexicaines, fluctue aux alentours de 5 à 6 dollars par baril, mais il lui est parfois arrivé d'atteindre jusqu'à 8 dollars ou de ne pas dépasser 4 dollars. Cet écart tend par exemple à se réduire lorsque les principaux exportateurs de brut lourd à destination des États-Unis réduisent leur production.
35. Il convient de noter que, dans le même temps, les projets d'investissement arrêtés par le secteur public et financés par le secteur privé sont devenus de plus en plus nombreux au fil des années.
36. Dans le budget 2003, le Congrès autorise une augmentation de l'endettement public en vue de la mise en œuvre du « programme de départs volontaires » qui demeurera en vigueur jusqu'à la fin août 2003. En juillet 2003, un peu plus de 15 500 salariés avaient participé à ce programme. L'augmentation des dépenses qui s'en est suivie en 2003 devrait être compensée par les économies réalisées dans les années à venir du fait de ces suppressions de postes. Les organismes publics fédéraux qui bénéficient du programme en 2003 ont 4 ans pour rembourser les fonds reçus par eux.
37. Ces dispositifs sont connus sous le nom de « stabilisateurs automatiques » dans la terminologie mexicaine ; ils visent à imposer l'adoption de mesures budgétaires pour assurer le respect des objectifs budgétaires si des événements imprévus en menacent la réalisation.
38. Le gouvernement peut réduire les dépenses « programmables » sans l'approbation du Congrès (selon une liste de priorités préétablie) si l'écart entre les recettes fiscales effectives et les prévisions budgétaires est inférieur ou égal à 5 pour cent. Les postes de dépenses « programmables » sont ceux pour lesquels le gouvernement fédéral dispose d'une certaine marge d'appréciation, ce qui exclut les paiements d'intérêts sur la dette publique et le partage des recettes fiscales avec les États. Mais si l'écart est plus important, le Congrès doit approuver les postes de dépenses spécifiques devant faire l'objet de l'ajustement.
39. À la fin du premier semestre 2003, en particulier, les États ont bénéficié d'une dotation de 7 milliards de pesos à titre d'avance sur les recettes exceptionnelles nettes probables. Si des recettes exceptionnelles représentant le double de cette somme ne sont pas effectivement enregistrées, les fonds devront être restitués à l'État fédéral l'année suivante.
40. Selon les estimations officielles effectuées à l'époque, la série de mesures fiscales approuvée pour 2002 devrait rapporter des ressources supplémentaires d'un montant de 61 milliards de pesos cette même année. La plus grande partie de cette augmentation (24 milliards) devait provenir de la suppression du taux d'imposition spécial applicable aux bénéfices non distribués dans le cadre de l'impôt sur les sociétés et 23 autres milliards de la taxe sur les salaires (impôt de substitution). Les

taxes spéciales créées en 2002 devaient rapporter 14 milliards de pesos (dont 8.8 milliards au titre de la taxe sur les produits de luxe) ; par ailleurs les modifications apportées aux régimes spéciaux d'imposition sur le revenu devaient accroître les recettes de 10.5 milliards de pesos. Un certain nombre d'autres modifications impliquaient des pertes de recettes. Les nouvelles mesures budgétaires approuvées par le Congrès en 2003 devraient rapporter des recettes fiscales additionnelles de 0.3 milliard de pesos.

41. Ces questions et d'autres qui leur sont liées sont examinées in Davila et Levy (2000).
42. La composition du Conseil d'administration de la SAT a été modifiée, et il est désormais formé de représentants du ministère des Finances, ainsi que de trois membres indépendants, dont un est nommé par le président et deux par les gouvernements des États pour un mandat de deux ans. Des efforts sont actuellement déployés en vue d'accroître l'ampleur des contrôles fiscaux et d'assurer une application plus efficace des sanctions en cas de non respect des obligations fiscales.
43. Un problème particulier qui s'est posé par le passé tient au fait que les données budgétaires sont établies sur la base des encaissements/décaissements, alors que le besoin de financement du secteur public est calculé sur la base des engagements, et que les principes comptables appliqués n'ont pas toujours été clairs. Depuis 2002, cependant, de nouveaux principes comptables sont en cours d'élaboration en vue d'assurer une plus grande transparence.
44. Toutefois, une fois le budget approuvé, les budgets détaillés des entreprises publiques sont publiés, et fournissent notamment des informations sur leurs programmes, leurs objectifs et les indicateurs relatifs à leurs activités. Les transferts aux organismes publics qui mènent à bien des activités non commerciales sont comptabilisés dans les dépenses de l'État fédéral. Par ailleurs, l'impact sur les finances publiques de l'intermédiation financière des banques de développement est pris en compte dans le besoin de financement du secteur public.
45. Cette obligation a été introduite à l'occasion du budget 2002. Le *Presupuesto de gastos fiscales* de 2002 publié cette même année fournit des estimations des pertes de recettes dues aux exonérations accordées cette même année. Les exonérations fiscales prévues en 2003 doivent être publiées avant septembre, conformément à la loi. Les prévisions pour 2002 mettent en évidence la très forte part des exonérations fiscales en pourcentage des prélèvements fiscaux.
46. La Commission a ainsi demandé au ministère des Finances une ventilation des dépenses courantes de l'IMSS permettant de distinguer les pensions des autres dépenses, des informations sur le coût budgétaire du « Programme de départs volontaires » lancé en 2002 et des estimations pour 2003 et 2004, ainsi que le résultat chiffré du « Programme d'économies et d'austérité de l'administration publique fédérale ». Une plus grande participation du Congrès à un stade précoce figurait parmi les recommandations formulées dans le dernier numéro des *Études économiques de l'OCDE* sur le Mexique. Les points forts et les faiblesses de la procédure budgétaire mexicaine sont examinés in Larre et Bonturi (2000).
47. L'introduction d'une telle disposition pourrait même avoir un effet pervers d'après certains experts. Dans la situation actuelle, en cas de non approbation, une dotation provisoire permettrait de financer les dépenses. Une disposition explicite pourrait cependant être nécessaire pour ce qui est de la loi sur les recettes, en raison du risque que le gouvernement ne puisse procéder au recouvrement de l'impôt).

48. Il n'existe aucune estimation officielle du coût budgétaire qu'imposerait une réforme de l'ISSTE, mais il ne devrait représenter qu'une fraction du coût actuel de la réforme de l'IMSS.
49. Il est généralement admis que le développement insuffisant des infrastructures est un facteur qui limite le potentiel de croissance du Mexique et aggrave les déséquilibres régionaux, en particulier depuis la mise en place de l'ALENA ; cf. Davila, Kessel, et Levy (2000).
50. Le taux brut d'inflation des prix à la consommation était de 5.7 pour cent en décembre 2002, dépassant de plus de 1 point de pourcentage l'objectif de 4.5 pour cent fixé par la banque centrale. D'après les estimations de la banque centrale, si les prix administrés et réglementés avaient augmenté de 4.5 pour cent, le taux brut d'inflation aurait été presque conforme à l'objectif. Une faible répercussion de la hausse des prix à l'importation et le durcissement de la politique monétaire ont contribué à contenir le noyau dur de l'inflation, dont le niveau était inférieur à 4 pour cent.
51. D'après les acteurs opérant sur le marché, l'appréciation du peso au deuxième trimestre de 2003 était dans une certaine mesure une conséquence de l'évolution de la politique de gestion des réserves extérieures du Mexique. À la suite de l'augmentation des coûts parafiscaux du maintien de réserves internationales cumulées de plus en plus importantes, un système destiné à ralentir leur rythme d'accumulation a été mis en place à partir du 2 mai 2003. Une partie des flux de devises susceptibles d'accroître le niveau des réserves de change du pays seront orientés vers le marché. Plus précisément, la moitié des réserves en devises accumulées au cours du trimestre précédent, diminuée des quantités déjà vendues, doit être quotidiennement mise aux enchères selon des quantités préétablies fixées au début du trimestre.
52. D'après les projections à moyen terme de l'OCDE, l'inflation annuelle devrait se situer aux alentours de 1.5 pour cent d'ici 2005 dans la zone euro, au Royaume-Uni et aux États-Unis et être proche de 2 pour cent au Canada.
53. Un secteur financier bien développé i) mobilise l'épargne, en dirigeant la petite épargne des particuliers vers des investissements rentables de grande ampleur tout en offrant aux épargnants un haut degré de liquidité ; ii) offre à chacun des épargnants une garantie contre le risque idiosyncrasique grâce à la diversification des placements ; iii) réduit les coûts d'obtention et d'évaluation d'informations sur les projets futurs, par exemple au travers de services d'investissement spécialisés ; et iv) participe au suivi des investissements en vue de réduire les risques de mauvaise gestion des ressources (voir OCDE, 2003, *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*).
54. Jusqu'alors l'orientation du crédit était principalement déterminée par le gouvernement (voir Bonturi, 2002). Bergoëing, 2001 met en évidence que les insuffisances du secteur financier mexicain, dont la réforme n'est intervenue que bien plus tard qu'au Chili, constituent un facteur clé à l'origine des faibles performances en matière de croissance enregistrées par l'économie mexicaine par rapport au Chili.
55. En mars 2003, l'agence de notation Moody's qualifiait de positifs les dépôts et les dettes des principales banques mexicaines du fait d'une meilleure gestion des banques ainsi que d'une amélioration de la structure de la dette (en devises et en monnaie locale).
56. Les crédits ont donné des signes de reprise en 2000 avant le ralentissement de l'activité, mais cela n'a pas duré.

57. En outre, les banques accordent principalement des prêts à court terme et les crédits bancaires servent donc en général à d'autres usages que le financement des dépenses d'investissement (voir l'enquête de la Banque du Mexique « *Encuestas de Evaluación Coyuntural del Mercado Crediticio* »).
58. Pour les entreprises notées AAA, la part du financement par des banques commerciales dans le financement total était de 78.3 pour cent au deuxième trimestre 2003 ; pour les petites entreprises, elle était de 24 pour cent. Voir également Martinez Trigueros (2000).
59. *Ley General de Títulos y Operaciones de Crédito, Código de Comercio, Ley de Instituciones de Crédito, Ley del Mercado de Valores, Ley General de Instituciones y Sociedades Mutualistas de Seguros, Ley Federal de Instituciones de Finanzas and Ley de Organizaciones y Actividades Auxiliares del Crédito.*
60. La reprise de 1995-2000 s'est inscrite dans un contexte de contraction du crédit, et en particulier des crédits immobiliers et des prêts aux entreprises. Le crédit n'a commencé à connaître une reprise qu'en 2000, mais elle a été faible et temporaire. Il est également nécessaire d'élargir la base d'épargne. Seulement 20 pour cent de la population mexicaine détient un compte bancaire.
61. La Bansefi, anciennement PAHNAL, a été créée en 2001 pour promouvoir l'épargne et les services financiers dans les zones reculées et auprès des ménages à bas revenu.
62. Compte tenu du cadre juridique en vigueur pour les institutions d'épargne et de crédit et les organismes de financement populaires, la CNBV a mis au point de nouvelles règles, qui peuvent être réparties en six groupes : organisation et fonctionnement, opérations, comptabilité, réglementation prudentielle, épargne de précaution et surveillance.
63. Depuis mai 2003, les fonds de pension privés (SIEFORES) peuvent investir jusqu'à 100 pour cent du montant total de leurs actifs dans des émetteurs AAA, dans la limite de 5 pour cent par émetteur ; pour les émetteurs AA ces plafonds sont respectivement de 35 et 3 pour cent, et pour les émetteurs A de 1 et 5 pour cent. Auparavant, l'investissement dans des titres du secteur privé était plafonné à 35 pour cent des actifs des SIEFORES, dans la limite de 10 pour cent par émetteur. Les SIEFORES devraient également pouvoir investir dans des valeurs mobilières étrangères une part croissante de leurs actifs dont le plafond sera progressivement porté à 20 pour cent en trois ans (une loi a déjà été approuvée par la chambre basse et soumise au Sénat).
64. La progression a été toutefois inégale, les taux d'inscription diminuant après les coupes budgétaires qui ont suivi la crise de la dette et la crise financière du milieu des années 90.
65. D'après Duryea et Pages (2002), l'amélioration du niveau de formation de la population au Mexique a été la plus forte de toute l'Amérique latine entre 1980 et 2000.
66. Au Mexique, le deuxième cycle de l'enseignement secondaire comprend i) les programmes du *bachillerato* qui ont un caractère soit général, soit mixte (général et technique) et dont le but est de préparer aux études supérieures) et ii) l'enseignement technique proprement dit qui a une visée professionnelle.
67. Le taux de redoublement est défini comme le pourcentage d'élèves d'une cohorte scolarisés à un niveau donné au cours d'une année scolaire déterminée que l'on retrouve au même niveau l'année scolaire suivante. L'efficacité finale est définie comme le pourcentage d'élèves atteignant un niveau d'éducation donné par rapport au nombre des élèves qui avaient entrepris ces études dans la même cohorte.

68. Selon le recensement réalisé en 2000, parmi les personnes de 7 à 29 ans ayant quitté l'école, 27.5 pour cent l'avaient fait parce qu'elles n'aimaient pas les études ou ne voulaient pas en faire et 38.5 pour cent pour des raisons économiques ou familiales. Le second motif est plus important pour les personnes âgées de 20 à 29 ans.
69. Au niveau I, les élèves ne sont capables d'effectuer que les tâches de lecture les moins complexes élaborées pour le PISA, par exemple localiser un seul élément d'information, identifier le thème principal d'un texte ou établir un rapport simple avec les connaissances de tous les jours. Au-dessous du niveau I, si les élèves sont en général techniquement aptes à lire, ils éprouvent de sérieuses difficultés à utiliser leur faculté de compréhension de l'écrit comme un outil efficace pour progresser et développer leurs connaissances et compétences dans d'autres domaines. Ils risquent donc non seulement de rencontrer des difficultés dans leur transition initiale de l'école au monde du travail mais aussi de s'avérer incapables de tirer parti d'autres possibilités d'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie.
70. Ces résultats sont sans doute en partie liés à une répartition inégale des ressources entre États et à l'intérieur des États (voir Banque mondiale, 2000 et 2001).
71. Voir le Programme national d'éducation 2001-2006 et l'enquête CENEVAL sur la situation professionnelle des diplômés récents (Zubiran, 2003).
72. Le Programme national d'éducation reconnaît une utilisation inefficace du temps d'enseignement, une formation insuffisante/inappropriée des enseignants et une responsabilité limitée de ces derniers. On estime que l'absentéisme réduit le temps d'enseignement de 50 à 75 pour cent dans les zones rurales (Banque mondiale, 2001). Lopez-Acevedo (2001a) présente une vue d'ensemble de ces questions pour l'enseignement primaire. Elle note en particulier que l'absence d'interaction entre les professionnels de l'enseignement, même au niveau de l'établissement, explique pour une large part la faible motivation des enseignants.
73. Le Programme de carrière des enseignants *Carrera Magisterial* a été créé en 1992 pour améliorer la qualité de l'éducation de base en encourageant les maîtres à poursuivre leur développement professionnel. L'impact de *Carrera Magisterial* sur les niveaux d'instruction des élèves a été limité. De fait, ce programme ne garantit pas une bonne performance continue, puisque la rétrogradation d'échelon est impossible et que le nombre de promotions par établissement n'est pas limité, ce qui encourage une certaine « inflation des échelons » chez de nombreux gestionnaires. Introduit en 1997, le Programme d'incitations à la performance pour les enseignants du 2^e cycle du secondaire et de l'enseignement tertiaire (*Programa de Estímulos al Desempeño del Personal docente de educación media superior y superior*) fonctionne suivant un système de points qui sert à calculer les primes accordées au titre des bonnes performances. Le montant des primes est compris entre 1 et 14 salaires minimums et la qualité de la performance pédagogique représente généralement 60 à 70 pour cent du nombre total de points. Comme le signale l'*Étude économique du Mexique* publiée par l'OCDE en 2000, ce programme est mieux conçu que la *Carrera Magisterial*.
74. Selon des estimations de l'OCDE fondées sur des données fournies par les autorités nationales, ce ratio s'est établi à 4.4 et 4.7 pour cent du PIB en 1999 et 2000 respectivement (voir OCDE, 2003, *Regards sur l'éducation*).
75. Comme dans beaucoup d'autres pays à faible revenu, les salaires des enseignants sont relativement élevés par rapport au PIB par habitant (voir OCDE, *Regards sur l'éducation*, divers numéros).

76. Les montants dépensés sous forme de subventions et de prêts pour études ne représentent jusqu'ici que 5 pour cent environ des dépenses publiques totales dans l'enseignement tertiaire, contre près de 20 pour cent en moyenne dans les autres pays de l'OCDE. Un exemple récent de système de bourses pour les élèves de milieux défavorisés au Mexique est le Programme national de bourses et de financement pour les études supérieures (*Programa Nacional de Becas y Financiamiento para Estudios de Tipo Superior*, PRONABES) créé en 2001 (voir <http://sesic.sep.gob.mx/pe/pronabes/inicio.htm>). En ce qui concerne le rendement de l'éducation au Mexique, voir López-Acevedo (2001b) et Psacharopoulos et Patrinos (2002).
77. Voir Márquez (2001). D'après l'auteur, cette situation reflète le fait que, lorsqu'elles opèrent dans un contexte de faible qualification, les entreprises ne créent pas d'emplois qualifiés étant donné qu'ils sont difficiles à pourvoir (même si cela leur permettrait d'accroître leurs bénéfices). Pour leur part, les travailleurs ne sont pas incités à acquérir une formation du fait de l'absence de postes qualifiés (même si en se formant ils augmenteraient leur productivité et leur salaire). Un résultat comparable a été observé pour le secteur manufacturier par Tan et Lopez-Acevedo (2003).
78. Ces programmes ont été rebaptisés en 2002 par la nouvelle administration. Les évaluations, réalisées principalement par la Banque mondiale, font apparaître un bilan mitigé, dû en partie à l'utilisation de ces dispositifs comme mécanismes d'aide au revenu dans les périodes de fort chômage (1995-96).
79. CONOCER a pour mission de définir les normes et de favoriser le développement d'un système standardisé d'homologation des compétences professionnelles au Mexique. Les enquêtes réalisées auprès d'entreprises et d'étudiants qui ont utilisé des programmes certifiés par CONOCER montrent que cet organisme a eu un effet positif sur la productivité.
80. Les anciennetés moyenne et médiane dans l'emploi au Mexique sont parmi les plus basses de la zone OCDE. De plus, la mobilité des travailleurs dans le secteur informel est deux fois plus grande que dans le secteur formel : d'après Calderon Madrid (2000), en 1995 la moitié des salariés informels travaillaient dans la même entreprise depuis plus de deux ans, contre les trois quarts des salariés formels.
81. Soixante pour cent de la population d'âge actif n'a pas accumulé de droits à pension, mais il existe une pension minimum équivalente à une fois le salaire minimum, financée sur le budget général (voir Larre et Bonturi (2001) pour une analyse détaillée des effets de la réforme des retraites sur le marché financier et le marché du travail).
82. Voir OCDE, *La mise en œuvre de la stratégie de l'OCDE pour l'emploi. Évaluation des performances et des politiques*, annexe I.A.
83. Certains analystes citent le salaire minimum comme source de coûts salariaux élevés. Toutefois, le salaire minimum (qui au Mexique est inférieur au seuil officiel de pauvreté) a eu un caractère de moins en moins contraignant au cours de la décennie écoulée. En termes réels, il a baissé davantage que les salaires moyens et la proportion des salariés urbains dont la rémunération est comprise entre un et deux salaires minimums est tombée de quelque 40 pour cent à 25 pour cent, tandis que la part de ceux dont le salaire est supérieur à deux salaires minimums a augmenté (voir graphique 23).
84. Le travailleur pris en compte pour représenter le Mexique dans les comparaisons internationales gagne quatre fois le salaire minimum. D'après les données d'IMSS, 60 pour cent des travailleurs assurés ont un salaire inférieur à ce montant. Pour les travailleurs payés au salaire minimum, le taux de cotisation maladie et maternité peut atteindre 10 points de pourcentage de plus. L'effet de ce profil régressif sur le coin fis-

- cal total est toutefois limité par l'existence d'un système de crédit d'impôt salarial (voir ci-après).
85. Cette taxe fédérale sur les salaires de 3 pour cent (portée à 4 pour cent dans le budget 2003) a été instituée pour financer le « crédit d'impôt sur les salaires ». Il s'agissait d'un prélèvement facultatif en ce sens que l'employeur pouvait choisir entre les deux options suivantes : soit l'acquitter et obtenir l'intégralité du crédit d'impôt sur les salaires comme par le passé ; soit ne pas l'acquitter, mais dans ce cas l'État réduisait l'impôt dû à ce titre du crédit sur les salaires (voir OCDE 2002, *Les impôts sur les salaires*).
 86. Toutefois, la plupart des entreprises ne respectent pas la législation – voir l'Étude de 1997, qui donne des précisions sur cet aspect du droit du travail, informations confirmées par des données fragmentaires plus récentes.
 87. Les indemnités de départ pour licenciement justifié ne sont pas beaucoup plus élevées que dans les autres pays de l'OCDE, mais la définition du licenciement justifié est la plus rigoureuse de la zone de l'OCDE, le sureffectif et les performances médiocres n'étant pas normalement des motifs légaux de licenciement. Dans ce cas, les indemnités de départ sont de trois mois, plus 20 jours par année de service.
 88. La plupart des emplois temporaires autorisés au Mexique sont des emplois saisonniers dans l'agriculture.
 89. Voir Maloney (1999).
 90. Selon Azuara (2003), pour toucher une pension supérieure à la garantie minimum de ressources (équivalant à un salaire minimum), il faut que les taux de rendement dépassent 8 pour cent pour un travailleur gagnant l'équivalent de deux salaires minimums pendant quarante ans (5,5 pour cent pour les travailleurs gagnant trois salaires minimums). Ces niveaux sont très supérieurs aux taux de rendement actuels.
 91. Voir Samaniego et autres (2000).
 92. Garro et Melendez (2003) défendent la thèse selon laquelle la structure régressive des taux de cotisation maladie et maternité amoindrit les possibilités d'emploi des travailleurs à faible revenu. Cependant, un système fiscal progressif n'est pas souhaitable essentiellement parce qu'il tendrait à faciliter et à rendre plus rentable la fraude fiscale par sous-déclaration des revenus et de la masse salariale des entreprises.
 93. Une augmentation des cotisations pour les revenus les plus élevés serait un pas en arrière par rapport à la réforme de l'IMSS de 1997 (*Études économiques de l'OCDE 1998 et 2000*) et entraînerait probablement des pratiques d'évasion ou de fraude fiscales de la part des catégories à haut revenu.
 94. Les grandes entreprises ont eu largement recours à des syndicats fantoches (également dénommés « syndicats blancs ») pour contourner la réglementation en vigueur. La démocratisation progressive du système de relations du travail limitera toutefois cette possibilité dans l'avenir. Ces pratiques ont aussi contribué à rendre le cadre juridique et réglementaire incertain et inéquitable.
 95. Au niveau international on constate que le travail à temps partiel semble favoriser la présence des femmes sur le marché du travail. Dans le cas du Mexique, on peut estimer qu'il est susceptible de stimuler l'activité formelle.
 96. Au Chili, l'institution de ces comptes n'a pas été suivie d'une réduction notable des indemnités de départ, et le Mexique devrait veiller à éviter ce problème (voir l'Étude économique de l'OCDE sur le Chili, à paraître).

97. C'est là une bien meilleure option que celle de n'autoriser les retraits qu'en cas de licenciement abusif. Au Brésil, la nécessité d'un licenciement sans motif valable engendre plusieurs inconvénients (voir l'*Étude économique* de l'OCDE sur le Brésil, 2001).
98. Une autre question importante est celle du choix d'un dispositif pour les travailleurs licenciés dont l'épargne en compte est insuffisante pour couvrir des retraits minimums. Une solution consisterait à créer un fonds de solidarité comme au Chili (voir encadré 8).
99. Une dépense de 3.5 pesos au titre du PET génère seulement 1 peso de revenu pour les travailleurs. Voir Banque mondiale (2001).
100. Ce qui est le cas de la proposition du renforcement de la relation indirecte avec l'employeur (selon laquelle une entreprise doit répondre de ses obligations d'employeur vis-à-vis des travailleurs employés par ses sous-traitants). Ceci pourrait alourdir les coûts de la sous-traitance et se traduire par une discrimination à l'encontre des petits fournisseurs.
101. OCDE, 2003, *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*.
102. Voir Nicoletti et autres (2003).
103. Pratiquement toutes les décisions finales des institutions judiciaires, notamment celles de la Cour suprême concernant la constitutionnalité du droit de la concurrence, ont été favorables à la position de la Commission.
104. Esquivel et autres (2002) montrent par exemple que la densité de téléphones joue un rôle de plus en plus important comme facteur explicatif des différences de gains de productivité entre régions.
105. L'article 28 de la Constitution énumère des secteurs stratégiques dans lesquels les fonctions doivent être exercées exclusivement par l'État : services postaux, télégraphe et radiotélégraphie, pétrole et autres hydrocarbures, produits pétrochimiques de base, minerais radioactifs, électricité nucléaire, énergie électrique et fonctions de la Banque centrale liées à la production de pièces et de billets. La modification de cette liste nécessite le vote d'un amendement constitutionnel, ce qui exige une majorité des deux tiers des deux chambres du Congrès ainsi que l'approbation d'une majorité des Parlements des États fédérés. En particulier, la participation du secteur privé à la distribution d'électricité exigerait une modification de la Constitution.
106. Si la Commission fédérale de l'électricité (CFE) propriété de l'État, qui produit 80 pour cent de l'électricité mexicaine, devait prendre en charge tous les investissements nécessaires, son endettement net serait multiplié par cinq et son ratio dette/fonds propres s'élèverait jusqu'à 104 pour cent en 2011 (contre 16 pour cent en 2001).
107. 77.1 pour cent du marché longue distance intérieur, 71.3 pour cent du marché des appels longue distance internationaux sortants et 41.7 pour cent du marché des appels longue distance internationaux entrants.
108. C'est l'un des points de la procédure lancée contre le Mexique par l'O.I.C.
109. Voir les décisions de 2001, 2002 et 2003.
110. Le projet de loi prévoit aussi de supprimer les barrières à l'entrée dans le secteur en simplifiant les conditions d'obtention de concessions pour l'exploitation ou l'utilisation de réseaux publics de télécommunications, ainsi que les obligations faites aux concessionnaires d'autoriser l'interconnexion à leur réseau par des procédures expressément stipulées dans la loi.

111. Dans l'*Étude 2002*, il était proposé que tous les opérateurs soient tenus de contribuer au fonds universel.
112. La CFC a indiqué que si les deux principales compagnies aériennes, Aeroméxico et Mexicana, n'étaient pas cédées à des propriétaires indépendants, l'entité résultante constituerait une concentration illégale tombant sous le coup de la loi fédérale sur la concurrence économique.
113. Nicoletti et autres (2003).
114. Le dispositif SARE concerne les *activités à faible risque public* telles que définies par INEGI 1999, ce qui représente plus des deux tiers des créations de PME. En général, les formalités de création d'une entreprise doivent être accomplies dans un délai de trois mois. Selon l'enquête du *Consejo Coordinador Empresarial*, en 2001 le nombre moyen de jours nécessaires pour créer une entreprise allait de 27 dans l'État du Durango à 88 dans le District fédéral (contre près de 120 jours en 2000).
115. Voir OCDE, *Politiques de réglementation dans les pays de l'OCDE*, 2002, encadré 6.
116. Outre le Registre fédéral des formalités et des services, il existe d'autres outils importants, notamment : le système de déclaration fiscale électronique, diverses initiatives de guichet unique, le recours à l'analyse d'impact des réglementations et les critères de renforcement pour la simplification des formalités. Voir OCDE, 2003, *From Red Tape to Smart Tape*.
117. D'après le *Rapport mondial sur la compétitivité 2002-2003*, le Mexique se classe 47^e sur 75 pays pour l'indice de corruption et 62^e pour la qualité des lois et contrats. Il vient au 58^e rang pour la qualité des institutions publiques (indice composite) et il occupe une place médiocre dans les statistiques des Nations Unies sur la criminalité (en particulier pour les vols qualifiés et les homicides).
118. Des efforts sont déjà déployés au niveau fédéral. Ainsi, en 2003 on a mis en place un institut (*Instituto Federal de Especialistas de Concursos Mercantiles*) qui met à la disposition des juges fédéraux des professionnels hautement qualifiés chargés de les aider pour les questions techniques.
119. Voir le premier chapitre et OCDE (2003) *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*.
120. Le Mexique est également en retard sur les autres pays de l'OCDE en ce qui concerne les sciences et la technologie et le système d'innovation. Les carences dans ces domaines sont soulignées dans des rapports de la CONACyT, qui a défini des orientations en termes qualitatifs et quantitatifs.
121. Ces programmes ont été analysés plus en détail dans OCDE (2003) *Examen des performances environnementales du Mexique*.
122. Par exemple, l'aquifère de Huelco Bolson, utilisé pour l'alimentation en eau potable d'El Paso et de Ciudad Juarez risque d'être épuisé en 2025 aux taux de pompage actuels. Il existe 18 autres aquifères binationaux essentiels (EPA, 2003).
123. De fait, le nombre de salariés du service public fédéral de l'eau n'a pas diminué après la privatisation d'une grande partie de ses fonctions. Dans le District fédéral, le nombre de salariés du service de l'eau était en moyenne de 13.4 pour 1 000 raccordements en 1993, contre 4.6 à Lima au Pérou et 2.7 aux États-Unis.
124. En 2000, 63 pour cent des étrangers étaient des citoyens des États-Unis et 45 pour cent avaient entre 5 et 19 ans (CONAPO, 2001).

125. Au début des années 80, le Mexique a accueilli environ 40 000 réfugiés venant du Guatemala, mais 75 pour cent d'entre eux sont maintenant rentrés au pays, ceux qui sont restés ayant obtenu depuis lors le statut de résident permanent ou la nationalité mexicaine.
126. Sur la base des statistiques de l'Institut National de la Migration du Mexique.
127. Dans l'Étude binationale (1997) – initiative conjointe lancée en 1994 pour analyser la nature, les causes et les conséquences des migrations dans les deux pays –, les migrants temporaires sont désignés par le terme de « sojourners » (personnes qui séjournent) tandis que les migrants définitifs sont qualifiés de « settlers » (personnes qui s'installent). Les flux migratoires définitifs sont calculés à partir des recensements effectués au Mexique et aux États-Unis. Des incertitudes subsistent néanmoins quant au caractère définitif du changement de lieu de résidence (certains Mexicains résidant aux États-Unis pouvant décider de retourner un jour dans leur pays, durant leur vie active ou au moment de la retraite).
128. Les flux migratoires temporaires sont fondés sur les données de l'EMIF. Les sorties temporaires pour des raisons de travail sont déterminées à partir des déclarations des personnes indiquant comme motif du passage de la frontière le travail ou la recherche d'un travail.
129. Source : CONAPO. Entre 1992 et 1997, 80 pour cent des Mexicains qui se sont rendus aux États-Unis (et sont revenus ensuite dans leur pays) ont franchi la frontière sans autorisation (ENADID, 1997).
130. Voir STPS, *Encuestas sobre Migración en la Frontera Norte de México* (EMIF), tableau 3.2.
131. Au cours de la période 1998-2003, 62 pour cent des migrants qui ont traversé la frontière pour aller aux États-Unis venaient de centres urbains, contre 55 pour cent en 1993-1997, et 61 pour cent des Mexicains vivaient en milieu urbain en 2000, contre 57 pour cent en 1990. L'urbanisation des flux migratoires tient en partie à leur diversification géographique, car les migrants urbains sont généralement plus nombreux dans les nouvelles régions d'émigration que dans les régions traditionnelles. D'après l'enquête démographique de 1997 (ENADID), 60 pour cent des migrants originaires des zones non traditionnelles venaient de la ville, contre 40 pour cent dans les zones traditionnelles (Lozano, 2001).
132. Cela dit, d'après le recensement de 1990, 13 pour cent des personnes nées au Mexique et résidant aux États-Unis étaient employées dans le secteur agricole, et cette part a augmenté de plus de 3 points depuis lors.
133. Voir les données de l'ENADID, 1992, reprises dans Durand et autres (2001).
134. Estimations du conseil de l'État de Guanajuato pour la population (COESPO), sur la base des recensements.
135. En 1998-1999, 59 pour cent des migrants originaires du sud du Mexique étaient des primo-émigrants, contre 30 pour cent en 1993-1994 (source : EMIF).
136. Les migrants internationaux viennent le plus souvent de municipalités présentant un degré de marginalisation intermédiaire. L'indice de marginalisation utilisé par les autorités mexicaines pour définir les cibles de leur politique de lutte contre la pauvreté tient compte de l'accès à l'enseignement primaire, des conditions de logement, du niveau de revenu et de l'accès aux équipements et aux services de santé.
137. D'après les données de l'EMIF présentées au tableau 13, ce niveau d'instruction est légèrement inférieur à celui qui ressort des données du recensement de 2000 pour la population âgée de 25 à 49 ans (24 pour cent dans la catégorie qui n'a pas été jusqu'à

- la fin du primaire, 39 pour cent dans celle ayant terminé le premier cycle du secondaire et 31 pour cent au dessus). Néanmoins, comme l'EMIF porte sur la population de plus de 12 ans, alors que le recensement s'intéresse aux plus de 25 ans, cela fait sans doute baisser quelque peu la moyenne (les plus jeunes ne pouvant avoir atteint le deuxième cycle du secondaire ni a fortiori le niveau de l'enseignement tertiaire).
138. D'après l'enquête démographique de 1997, 40 pour cent des migrants de retour au Mexique avaient déjà changé de région à l'intérieur du pays avant de le quitter, et d'après le recensement de 2000, le taux de migration interne se chiffrait à environ 7 pour cent.
 139. Cette section s'inspire largement des travaux suivants : Étude binationale sur les migrations entre le Mexique et les États-Unis (1997), Orrenius (2001), US-Mexico Migration Panel (2001), et Weintraub et autres (1997).
 140. La réforme de la protection sociale interdisait aux immigrants clandestins et à de nombreux immigrants résidant légalement aux États-Unis de bénéficier de la plupart des aides publiques, y compris des prestations du régime Medicaid.
 141. CONAPO, population de 12 à 64 ans.
 142. La nouvelle *matricula consular* contient des hologrammes et des signes intégrés. Sa reconnaissance s'est heurtée à une forte opposition dans certains États et certains organismes fédéraux, mais a aussi été bien accueillie, notamment par les députés au Congrès des États-Unis.
 143. Ce programme existe depuis 1974. En 2001, il a bénéficié à environ 11 000 travailleurs mexicains auxquels ont ainsi été assurés un salaire minimum, une couverture médicale et des droits à la retraite, à l'assurance-accidents et au logement.
 144. Les organisateurs d'un réseau de lutte contre le trafic d'êtres humains racontent que le consulat des États-Unis à Monterrey s'est un jour aperçu qu'un recruteur demandait 1 500 dollars pour l'obtention d'un permis dont le coût ne dépasse généralement pas 200 dollars [<http://fpmail.friends-partners.org/pipermail/stop-traffic/2000-November/001120.html>]. Plus récemment, Reuters News (6 février 2003) rapportait l'arrestation par la police de quatre personnes (dont un employé du consulat des États-Unis à Monterrey) qui vendaient elles aussi pour 1 500 dollars des visas H2A et H2B.
 145. Les services spécialisés mis en place par les États coordonnent les divers programmes destinés aux migrants et à leurs familles, et sont eux-mêmes coiffés par une instance nationale, la Coordinación Nacional de Oficinas Estatales de Atención a Migrantes (CONOFAM), qui a été créée en 2000 et regroupe 24 États. Pour approfondir sa connaissance des phénomènes migratoires, le Consejo Estatal de Población de l'État de Guanajuato, par exemple, est en train de mettre au point une enquête applicable à son territoire, en collaboration avec son homologue fédéral (le CONAPO) et avec le Colegio de la Frontera Norte. Il a également élaboré un module dédié à l'État de Guanajuato pour l'enquête sur les migrations à la frontière nord (EMIF).
 146. OCDE (2003), *Tendances des migrations internationales* : SOPEMI Édition 2002.
 147. Source : Instituto Nacional de Migración (INM).
 148. Le *Plan Sur* a augmenté les effectifs affectés au contrôle de la frontière, créé de nouvelles zones de bouclage et accru la militarisation de la surveillance frontalière. En outre, 150 000 personnes ont été rapatriées en 2000 et environ 140 000 en 2001, les clandestins n'étant plus laissés de l'autre côté de la frontière comme cela se faisait auparavant, mais reconduits jusque dans leur pays d'origine.

149. Source : enquête EREM conduite dans six villes des États de Jalisco, Guanajuato et Zacatecas (Papail, 2002). Les données ont été corrigées pour tenir compte de la structure par âge de la population étudiée. Alors qu'en 2002, le salaire annuel moyen était de 5 894 dollars au Mexique, il se montait à 28 818 dollars aux États-Unis pour les travailleurs nés au Mexique, et à 37 514 dollars pour les Américains non hispaniques (Banamex, mai 2003).
150. D'après l'enquête à la frontière nord (EMIF), 70 pour cent des candidats au départ pour les États-Unis motivaient leur décision par la recherche d'un emploi.
151. Cette part est beaucoup plus élevée dans la région de Los Angeles, où les Mexicains représentaient déjà plus de 50 pour cent des travailleurs en 1990. Tandis que les *maquiladoras* installées au Mexique se sont spécialisées dans la production de masse de vêtements normalisés, les hauts lieux de l'industrie du vêtement, à Los Angeles et à New York, ont conservé le stylisme et la création, mais aussi la fabrication directe de petites séries haut de gamme qui repose sur une main-d'œuvre bon marché fournie par l'immigration.
152. Il s'agit en particulier des secteurs de l'habillement, de l'électronique et des équipements informatiques.
153. Les salaires dans le secteur officiel sont mesurés sur la base des chiffres moyens pris en compte par l'IMSS pour le calcul des cotisations.
154. Le rendement de l'éducation, défini comme le surcroît de revenu correspondant à chaque année d'étude supplémentaire par rapport aux gains moyens, est plus élevé au Mexique qu'aux États-Unis.
155. Comme le notent Chiquiar et Hanson, (2002), les Mexicains instruits sont sans doute mieux à même de maîtriser le processus d'émigration vers les États-Unis, et ont moins de problèmes financiers, ce qui va à l'encontre de l'hypothèse du biais de sélection négatif avancée par Borjas (1987).
156. Pour une analyse de la mobilité internationale des travailleurs hautement qualifiés, voir Guellec et Cervantes (2002).
157. Il est intéressant de noter que les étudiants originaires des États-Unis sont eux aussi de plus en plus nombreux au Mexique : on en comptait 8 360 en 2000-2001. Les étudiants mexicains se caractérisent par un faible degré de mobilité, de moitié inférieur environ au chiffre moyen enregistré dans les pays de l'OCDE (Tremblay, 2002).
158. L'étude d'Adams s'appuie sur les données du recensement effectué en 2000 aux États-Unis concernant les résidents de 25 ans et plus nés à l'étranger. Le chiffre relatif au Mexique surestime peut-être un peu les sorties de personnes ayant un niveau d'instruction élevé, une partie des flux correspondant sans doute à des enfants qui ont en fait émigré avec leurs parents et ont ensuite fait des études aux États-Unis. Si l'on élargit l'observation aux statistiques sur l'immigration dans les pays de l'OCDE, on s'aperçoit que celle-ci concerne aussi bien plus de 10 pour cent des diplômés de l'enseignement supérieur dans d'autres pays : en l'occurrence plus de 30 pour cent en Turquie, au Maroc et en Tunisie à titre d'exemple.
159. Source : EMIF 1998-1999.
160. Papail (2002). Ceux qui avaient reçu une formation faisaient majoritairement partie des catégories les plus instruites (plus de 10 ans de scolarité).
161. Le bénéfice de l'expérience acquise aux États-Unis apparaît aussi deux fois plus grand que celui que l'on peut retirer des études secondaires, ce qui constitue une forte inci-

tation à émigrer rapidement pour tous ceux qui n'ont pas l'intention de poursuivre leur scolarité au-delà de ce niveau.

162. Les données utilisées sont celles d'un sous-échantillon du recensement effectué en 2000 au Mexique. Dans ce pays, la scolarité est obligatoire jusqu'à l'âge de 10 ans, et il est fréquent que les enfants ne vivent plus avec leurs parents après l'âge de 15 ans, ce qui fait qu'il est impossible de les relier à leur famille d'origine. Pour tenir compte des biais de simultanéité éventuels avec la situation scolaire, on a traité le comportement du ménage en matière de migration comme une variable endogène en prenant pour instruments l'interaction des profils migratoires traditionnels des États et les caractéristiques des ménages. Après avoir neutralisé les effets des divers autres facteurs qui agissent sur la scolarité, en dehors de la migration, tels que la situation financière du ménage, le niveau d'instruction des parents, le caractère rural ou urbain du lieu d'origine, et l'état du marché du travail local, l'allongement de la scolarité est estimé entre 0.7 et 1.6 an, avec un impact beaucoup plus important pour les filles que pour les garçons, et pour les enfants plus âgés que pour les plus jeunes, ce qui donne à penser que les perspectives scolaires de ces groupes sont plus sensibles aux fluctuations du revenu familial.
163. Deux autres changements, particulièrement difficiles à mesurer, sont également à noter : i) l'amputation du bénéfice imposable de l'entreprise dans laquelle le migrant travaillait antérieurement, et ii) la majoration du bénéfice imposable des banques et autres organismes qui acheminent les fonds transférés de l'étranger.
164. De 1994 à 2001, le budget annuel alloué à l'INS pour le contrôle de la frontière a pratiquement triplé, passant à plus de 2.5 milliards de dollars, et avec l'importance accrue accordée aux questions de sécurité depuis les événements du 11 septembre, il pourrait dépasser 5 milliards de dollars en 2003.
165. En 2000, par exemple, 369 personnes ont trouvé la mort en tentant de passer la frontière, dans la plupart des cas du fait des conditions hostiles qu'elles ont dû affronter dans leur longue marche à travers le désert.
166. Les *coyotes* sont souvent eux-mêmes d'anciens migrants. Spener (2001) insiste sur le fait que peu d'entre eux font en fait partie de grands réseaux de contrebande, et qu'ils ont rarement des connexions avec le crime organisé. Au Mexique, ils sont d'ailleurs davantage perçus comme des « prestataires de services » que comme des criminels.
167. Une petite fraction seulement étant utilisée sur le territoire des États-Unis pour payer les frais d'acheminement des migrants.
168. Les envois de fonds des migrants comprennent peut-être certaines sommes liées au blanchiment d'argent, ce qui pourrait expliquer en partie les divergences statistiques.
169. L'amélioration de la technologie et de la sécurité des transactions, l'entrée des banques dans le secteur des envois de fonds et le nombre accru de filières de distribution au Mexique et de guichets de collecte des fonds aux États-Unis sont autant de facteurs qui ont contribué à l'augmentation de la part des transferts effectués par les émigrants par les canaux formels.
170. L'allocation versée pour l'alimentation et l'éducation dans le cadre du programme PROGRESA était de l'ordre de 340 pesos par mois en moyenne en 2000 (données SEDESOL), soit environ 560 dollars par an.
171. Source : Papail (2002) et calculs de l'auteur d'après Zárata-Hoyos (1999). Ce chiffre tient compte à la fois des sommes envoyées par les migrants et de l'épargne qu'ils ont accumulée aux États-Unis et qu'ils rapatrient lorsqu'ils reviennent au Mexique. D'après les données du Mexican Migration Project sur lesquelles s'appuie Zárata-

- Hoyos (1999), la propension à investir l'épargne dans des activités productives est de 17 pour cent, contre 3.7 pour cent pour les sommes envoyées aux familles. L'épargne représente environ 25 pour cent du montant des envois de fonds.
172. L'intégration croissante de l'économie réduit probablement les effets indirects des envois de fonds au niveau local, tout comme l'intégration du Mexique dans le marché nord-américain tend à réduire leurs effets indirects au niveau national.
173. Voir Corona (2000).
174. Source : Goldring (2003).
175. En fait, il est encore aujourd'hui plus coûteux d'envoyer des fonds des États-Unis vers l'Amérique latine que vers le reste du monde (O'Neil, 2003).
176. Voir « Analiza EU acceso bancario a inmigrantes », Reforma, 12 février 2003.
177. D'après les données d'Orozco (2000) concernant Western Union.
178. Par exemple, certaines banques facturent des frais mensuels pour la tenue du compte, d'autres font payer les retraits d'argent aux GAB, les consultations avec le personnel au sujet des opérations de transfert ou encore les retraits multiples au cours d'une période donnée, etc. (Orozco, 2003).
179. Voir Garcia Zamora (2000).
180. La BANSEFI les aiderait à gérer leur liquidité et fournirait des services comptables. Pour plus de précisions sur la BANSEFI, voir annexe III de l'*Étude économique de l'OCDE* de 2002.
181. La BANSEFI fournit déjà une aide sociale dans le cadre de *Oportunidades* (appelée précédemment PROGRESA) ; dans ce cas, elle devrait aussi assurer la liaison avec les aides au logement consenties par divers fonds publics (FONAPO, FOVI, INFONAVIT).
182. Les institutions considérées pourraient aussi bénéficier, au travers de BANSEFI, du nouveau système de virement établi par la banque centrale et donc diminuer les commissions de change.

Bibliographie

- Adams, R. (2003), « International migration, remittances and the brain drain: a study of 24 labour-exporting countries », *World Bank Policy Research Paper* 3069, juin.
- Air Quality Board (2000), *Review of Reclaim Findings*, Californie, octobre.
- Azuara, O. (2003), « The Mexican Defined Contribution Pension System: Perspective for Low Income Workers to receive a pension », document non publié, *Office of the Chief Economist, Latin America And Caribbean Region, The World Bank Background Paper For Regional Study On Social Security Reform*.
- Bancomer (2003), « The Corto, Interest Rates, and the Exchange Rate », *Rapport économique*, février.
- Banque mondiale (2000), « Achievements and Challenges of Fiscal Decentralization Lessons from Mexico ». Sous la direction de Marcelo M. Giugale et Steven B. Webb.
- Banque mondiale (2001), *A comprehensive development agenda*. World Bank Press, Washington, avril.
- Banque mondiale (2003), *Indicateurs du développement dans le monde*, World Bank Press, Washington, avril.
- Bassanini, A., S. Scarpetta et P. Hemmings (2001), « Economic growth: the role of policies and institutions. Panel data evidence from OECD countries » *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE*, n° 283, janvier.
- Bergoing, R., P. Kehoe, T. Kehoe, R. Soto (2001), « A decade lost and found : Mexico and Chile in the 1980s », Banque centrale du Chili, *document de travail* n° 107, sept.
- Bonturi, M. (2002), « Challenges in the Mexican financial sector », *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE* n° 339, août.
- Bosworth, B. (1998), « Productivity Growth in Mexico ». document non publié.
- Calderon-Madrid, A. (2000), « Job Stability and Labor Mobility in Urban Mexico: A Study Based on Duration Models and Transition Analysis » *Document de travail du réseau de recherche de la Banque interaméricaine de développement* #R-419.
- Castro, J. et R. Tuiran (2000), « Las remesas de los trabajadores emigrantes a Estados Unidos », *Comercio Exterior*, vol. 50, n° 4, avril.
- Chiquiar, D. et G. H. Hanson (2002), « International Migration, Self-Selection, and the Distribution of Wages: Evidence from Mexico and the United States », *NBER Working Paper* 9242, octobre.
- CONACYT (2000), *30 years of Conacyt's Scholarship Program: Evolution, Results and Impact*, en collaboration avec l'Académie mexicaine des sciences et le Conseil consultatif scientifique du Mexique, Mexico.
- CONAPO (2001), *La población de México en el nuevo siglo*, Mexico.

- CONAPO (2002), *Indice de Intensidad migratoria – México-Estados Unidos, 2000*, Mexico [consultable sur le site <http://www.conapo.gob.mx/publicaciones/principal.html>].
- Corona, R. (2000), « Monto y uso de las remesas en México », dans Tuiran (Ed), *Migración México-Estados Unidos – Opciones de política*, Consejo Nacional de Población, Mexico.
- Dávila, E. et S. Levy (2000), « Tributar para la equidad: une proposition de réforme al impuesto al valor agregado », document non publié.
- Dávila, E., G. Kessel, S. Levy (2000), « El Sur También Existe: Un Ensayo sobre el Desarrollo Regional de México ». Document non publié.
- Durand, J., D. Massey et R. Zenteno (2001), « Mexican Immigration to the United States: Continuities and Changes », *Latin American Research Review*, vol. 36, n° 1.
- Duryea, S. et C. Pagés-Serra (2002), « Human Capital Policies: What they Can and Cannot Do for Productivity and Poverty Reduction in Latin America » *Document de travail du Département de la recherche de la Banque interaméricaine de développement* #468, avril.
- Environmental Protection Agency des États-Unis(2003), *Water Resources in the Sixth Report of the Good Neighbour Environmental Board* EPA 130-R-03-001, Washington, avril.
- Étude binationale sur les migrations (1997), *Migrations entre le Mexique et les États-Unis* [www.utexas.edu/lbj/uscir/binational.html].
- Eskeland, G. et T. Feyzioglu (1995), « Rationing can backfire. The day without a car in Mexico City », *Policy Research Working Paper* 1554, Banque mondiale, décembre.
- Espinosa E. (2002), « Water Management in the State of Mexico and in the Mexico Valley », exposé présenté au Séminaire sur les villes durables organisé par l'Équipe de travail du Conseil de coopération économique du Pacifique, Singapour, juillet.
- Esquivel, G. et M. Messmacher (2002), « Sources of Regional (non) Convergence in Mexico ». Document non publié, juillet.
- Favela, R. (2001), « PEMEX Perspective on Fuel Quality Improvement », exposé présenté à la Hart World Fuels Conference, août.
- Garcia Zamora, R. (2000), « Problemas y perspectivas de las remesas de los Mexicanos en Estados Unidos », *Comercio Exterior*, vol. 50, n° 4, avril.
- Garcia Zamora, R. (2002), « Los Proyectos Productivos de los Migrantes en México Hoy », document présenté à la deuxième Conférence sur les migrations internationales : Mexique-Californie, Université de Berkeley, 28-30 mars.
- Garro, N. et G. Melendez (2003), « Contribuciones al Seguro de Enfermedades y Maternidad por niveles de ingreso » *Boletín de Seguridad Social Reporte quincenal para México* Año I, n° 6
- General Accounting Office des États-Unis (1999), *U.S.-Mexico Border: Issues and Challenges Confronting the United States and Mexico*, GAO/NSIAD-99-190, Washington.
- Gilbreath, J. (2003), « Economic Integration's Effect on Air Emissions in Mexico's Refining and Electricity Generating Sectors », annexe de *Lessons from NAFTA for Latin American and the Caribbean*, LAC Regional Studies, Banque mondiale, mars.
- Goldring, L. (2003), « Re-thinking Remittances: Social and Political Dimensions and Collective Remittances », *CERLAC Working Paper Series*, février [www.yorku.ca/cerlac/papers/pdf/Goldring.pdf].
- Guellec, D. et B. von Pottelsberghe de la Potterie (2001), « Recherche-développement et croissance de la productivité: Analyse des données d'un panel de 16 pays de l'OCDE », *Revue économique de l'OCDE* n° 33, 2001/II.

- Guellec, D. et M. Cervantes (2002), « International Mobility of Highly Skilled Workers: From Statistical Analysis to Policy Formulation », dans *International Mobility of the Highly Skilled*, OCDE, Paris.
- Haggarty, L., A. M. Zuluaga et P. Brook (2001), « Thirst for Reform? Private Sector Participation in Providing Mexico City's Water Supply », *World Bank Working Paper* n° 2654, août.
- Hanson, G. H. (2003), « What has happened to Wages in Mexico since NAFTA? Implications for Hemispheric Free Trade », *NBER Working Paper* 9563, mars.
- Holden, P. et M. Thobani (1996), « Tradable Water Rights: A Property Rights Approach to Resolving Water Shortages and Promoting Investment », *World Bank Policy Research Working Paper* 1627.
- Howitt, A., R. Lacy, L.T. Molina, S. Sanchez, R. Slott et J. Sussman (2000), *Transportation and Air Pollution*, in Mario and Luisa Molina (eds.) *The Integrated Program on Urban, Regional and Global Air Pollution: Mexico City Case Study*, MIT.
- Kojima, M. et R. Bacon (2001), *The Mexico Energy Environment Review*, PNUD/Banque mondiale, Programme d'aide à la gestion du secteur de l'énergie, rapport 241/011, Banque mondiale, Washington, mai.
- Larre, B. et M. Bonturi (2001), « Public spending in Mexico: how to enhance its effectiveness », *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE*, n° 288, mars 2001.
- Lederman, D. et W. Maloney (2003), « Innovation in Mexico: NAFTA is not enough », document non publié, Banque mondiale.
- Lopez-Acevedo, G. (2001a), « Professional Development and Incentives for Teacher Performance in Schools in Mexico », *LCSHD Paper Series* n° 64.
- López-Acevedo, G. (2001b), « Evolution of Earnings and Rates of Return to Education in Mexico », document non publié, Banque mondiale, World Bank.
- Lozano Ascencio, F. (1997), « La remesas de los migrantes mexicanos en Estados Unidos: Estimaciones para 1995 », *Research Paper for the Binational Study* [<http://www.conapo.gob.mx/publicaciones/principal.html>].
- Lozano Ascencio, F. (2000), « Migration Strategies in Urban Contexts: Labor Migration from Mexico City to the United States », *document présenté au XXII^e Congrès international de l'Association des études latino-américaines*, Miami, Floride, 16-18 mars [136.142.158.105/Lasa2000/LozanoAscencio.pdf].
- Lozano Ascencio, F. (2001), « Nuevos orígenes de la migración mexicana a los Estados Unidos: migrantes urbanos versus migrantes rurales », *Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, Universidad de Barcelona, n° 94, août [www.ub.es/geocrit/sn-94-14.htm].
- Macias C. (2001), « Mexico's federal regulatory improvement programme: experience and future priorities », *paper presented to the APEC-OECD Co-operative Initiative on Regulatory Reform*, Singapour, février.
- Maloney, W. (1999), « Does Informality Imply Segmentation in Urban Labour Markets? Evidence from Sectoral Transitions in Mexico » *The World Bank Economic Review*, vol. 13, numéro 2, mai.
- Márquez, G. (2001), « Training the Workforce in Latin America: What Needs to be Done? » *Inter-American Development Bank Labor Markets Policy Briefs Series*.
- Martinez Trigueros, L. (2000), « The importance of protecting property rights in the financial system and economic growth », *Banco de México Documento de investigación*, décembre.

- Massey, D. et E.A. Parrado (1998), « International Migration and Business Formation in Mexico », *Social Science Quarterly*, vol. 79, n° 1, mars.
- Mattar, J., J.C. Moreno-Brid et W. Peres (2002), « Foreign investment in Mexico after economic reform », *CEPAL-ECLAC Estudios y perspectivas*, n° 10, juillet.
- Miller, J.D., J.R. Parga, J. Drelich et C.L. Lin (1996), *Coal Cleaning Opportunities for SO₂ Emission Reduction in the Border Region*, Southwest Center for Environmental Research and Policy, Université d'Utah.
- Miller, P.J. (2003), *Air Quality and North American Electricity*, exposé de la North American Commission for Environmental Cooperation au CENRAP International Forum for Regional Haze, mars.
- Moreno, S. (1998) « Water Legislation In Mexico », *document présenté par la Commission nationale de l'eau à la Conférence internationale sur l'eau et le développement durable*, Paris, mars.
- Munshi, K. (2002), « Networks in the Modern Economy: Mexican Migrants in the US Labour Market », octobre, document non publié [<http://web.mit.edu/14.75/www/mex5.pdf>].
- National Research Council (1995) *Mexico City's Water Supply Improving the Outlook for Sustainability*, National Academy Press, Washington, 1995.
- Nicoletti, G., S. Golub, D. Hajkova, D. Mirza et K. Yoo (2003), « Policies and international integration: Influences on trade and foreign direct investment », *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE*, n° 359: juin.
- Nicoletti, G. et S. Scarpetta (2003), « Regulations, productivity and growth: OECD evidence » *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE*, n° 347.
- OCDE (1998), *Étude économique du Mexique*, Paris.
- Orozco, M. (2000), « Remittances and Markets: New Players and Practices », *Inter-American Dialogue and the Tomás Rivera Policy Institute*, document de travail, [www.thediologue.org/publications/country_studies/remittances/Orozco%20marketplace.pdf].
- Orozco, M. (2003), « Changes in the Atmosphere? Increase of Remittances, Price Decline and New Challenges », *Inter-American Dialogue Research Series*, mars. [www.iadialog.org/publications/country_studies/remittances/changes_markets.pdf].
- Orrenius, P. M. (2001), « Illegal Immigration and Enforcement Along the U.S.-Mexico Border : An Overview », *Economic and Financial Review of the Federal Reserve Bank of Dallas*, 1^{er} trimestre.
- Papail, J. (2002), « Migrations internationales, transferts monétaires et investissements dans les milieux urbains du Centre-Ouest mexicain », *Autrepart* n° 123.
- Psacharopoulos, G., et Patrinos, HA (2002), « Returns to Investment in Education: A Further Update » *World Bank Policy Research Paper* n° 2881, sept.
- Rodriguez-Scott, E. (2002), « Patterns of Migration to the United States », *Center for International Studies, University of St Thomas, Houston, Texas*, mars [www.l.appstate.edu/~stefanov/proceedings/rodriguez.htm].
- Saade Hazin, L. et A. Saade Hazin (2003), « Water Charge Instruments for Environmental Management in Latin America: From Theoretical to Practical Issues: Country Case: Mexico », *Banque interaméricaine de développement*, février.
- Samaniego, N., A. Hernández, R. Gutiérrez, (2000), *Los Principales Desafíos Que Enfrenta El Mercado De Trabajo En México En Los Inicios Del Siglo XXI*, OIT.
- Sanchez, M. (2002), « The need for Monetary Reform in Mexico » *Cato Journal*, vol. 22, n° 2, automne.

- Scarpetta, S. et T. Tressel (2002), Productivity and convergence in a panel of OECD industries: do regulations and institutions matter ?, *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE*, n° 342.
- Shiau, A., J. Kilpatrick, M. Matthews (2002), « Seven per cent growth for Mexico? A quantitative assessment of Mexico's investment requirement », *Journal of Policy Modelling*, juin 2002.
- Spener, D., G. Gereffi et J. Blair (2002), *Free Trade and Uneven Development: The North American Apparel Industry after NAFTA*, Temple University Press.
- Spener, D. et R. Capps (2001), « North American Free Trade and Changes in the Nativity of the Garment Industry Workforce in the United States », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 21.2, juin.
- Spener, David (2001), « El contrabando de migrantes en la frontera de Texas con el nordeste de México: mecanismo para la integración del mercado laboral de América del Norte », *Espiral*, n° 21, vol. VII, p. 201-247.
- Tan, H. et G. Lopez-Acevedo (2003), « Mexico: In-firm training for the knowledge economy », *World Bank Policy Research Working Paper 2957*, janvier.
- The US-Mexico Migration Panel (2001), *Mexico-US Migration: A Shared Responsibility*, groupe réuni par le Carnegie Endowment for International Peace (International Migration Policy Program) et l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (Faculté des relations internationales).
- Tremblay, K. (2002), « Student Mobility between and towards OECD Countries: A Comparative Analysis », dans *International Mobility of the Highly Skilled*, OCDE, Paris.
- Valenti Nigrini, G. (2002), « The brain drain », in *Investing in Knowledge – CONACyT's Scholarship Program*, Mexico, par S.O. Ortega, E. Blum, G. Valenti Nigrini, M.A. Ramírez Mocarro et G. del Castillo, Plaza y Valdes Editores, Mexique.
- Vergera, W. (éd.) (2002), « Improving Air Quality in Metropolitan Mexico City: an Economic Valuation. The Mexico Air Quality Management Team », *Policy Research Paper*, n° 2785, Banque mondiale, février.
- Weintraub, S., F. Alba, R. Fernández de Castro et M. García y Griego (1997), « Responses to Migration Issues », *Research Paper for the Binational Study* [www.utexas.edu/lbj/uscir/binpapers/v1-5weintraub.pdf].
- Zubirán, A. (2003), « El salario de los profesionistas recién egresados » *Boletín Ceneval*, juillet-septembre.

Table des matières

Évaluation et recommandations	9
I. Accélérer le rythme de la croissance	23
Introduction	23
Pourquoi la croissance du Mexique n'a-t-elle pas été plus forte au cours de la dernière décennie ?	23
Évolution économique récente et perspectives	39
L'objectif essentiel est de doper la croissance à moyen terme	43
II. Politique macroéconomique et secteur financier : les défis à relever	49
Politique budgétaire	50
Politique monétaire	68
Le système financier est-il en état d'accorder de nouveau sur des bases saines des prêts à un large éventail d'activités du secteur privé ?	74
III. Les réformes structurelles nécessaires pour assurer une forte croissance	81
Valoriser le capital humain	81
Pour un marché du travail plus efficace	91
Renforcer la politique de la concurrence et faire avancer la réforme de la réglementation	104
Favoriser l'esprit d'entreprise, l'investissement et la diffusion des nouvelles technologies	113
Le développement durable au Mexique	117
IV. Migrations : contexte économique et conséquences	139
Introduction	139
Caractéristiques des migrations au Mexique	139
Politiques migratoires	147
Aspects économiques des migrations	152
Conclusions	173
Notes	176
Bibliographie	194

Annexes

I.	Informations générales relatives au chapitre I	199
I.A.	Croissance de la production et productivité : graphiques et tableaux	201
I.B.	La transition du secteur agricole	209
I.C.	Évolutions macroéconomiques récentes	218
I.D.	Réduction de la pauvreté	226
II.	Informations générales relatives à la politique budgétaire	236
III.	Informations générales relatives au chapitre III	241
III.A.	Programmes d'éducation	242
III.B.	Aides existantes à la recherche d'un emploi au Mexique	245
III.C.	Évolution récente d'e-Mexico	247
IV.	Informations générales relatives au chapitre IV	253
V.	Chronologie économique	260

**Encadrés**

1.	Le marché du travail informel	32
2.	Le secteur exportateur des maquiladoras	38
3.	Réduction de la pauvreté	44
4.	La dette du secteur public et sa gestion	53
5.	Le fonds de stabilisation des recettes pétrolières	58
6.	Les PIDIREGAS et autres projets d'investissement auxquels sont associés les investisseurs privés	67
7.	Le mécanisme corto/largo et ses récentes modifications	72
8.	Principales caractéristiques des comptes d'épargne assurance chômage au Chili	101
9.	Principaux aspects du projet de réforme de la loi sur le travail	103
10.	Résumé de l'évaluation et recommandations	118
11.	L'intégration des différents éléments du développement durable dans l'action des pouvoirs publics	121

Annexes

I.B.1.	Le secteur des <i>ejidos</i>	213
II.1.	Principales modifications apportées au régime fiscal 2002-2003	238
III.C.1.	Les objectifs d'e-Mexico	248

Tableaux

1.	Facteurs de croissance du PIB réel par habitant dans certains pays de l'OCDE	28
2.	Déterminants de l'accroissement de la population active	29
3.	Évolution de la spécialisation commerciale du Mexique	40
4.	Perspectives à court terme	42
5.	Comptes financiers du secteur public	56
6.	Performance des programmes d'éducation en 2001-2002	85
7.	Politiques actives du marché du travail	92
8.	Cotisations sociales et avantages annexes	95
9.	Pourcentage de journées en 2001 où la pollution a dépassé les normes nationales dans certaines villes mexicaines	123

10. Comparaison internationale sur la qualité de l'air ambiant	124
11. Utilisation des eaux souterraines par région	130
12. État de la pollution des bassins fluviaux	135
13. Caractéristiques des migrants nés au Mexique par rapport à la population mexicaine et à celle des États-Unis	145
14. Ménages et envois de fonds	166
<i>Annexes</i>	
I.A.1. Croissance du PIB dans les pays de l'OCDE	206
I.A.2. Commerce intra-groupe aux États-Unis, avec certains partenaires commerciaux	207
I.A.3. Commerce intra-branche de produits manufacturés	208
I.C.1. Demande et production	219
I.C.2. Indicateurs de l'activité d'investissement	220
I.C.3. Épargne et investissements globaux	220
I.C.4. Indicateurs du marché du travail	221
I.C.5. Balance extérieure courante	224
I.C.6. Compte des opérations en capital et balance des paiements	225
I.D.1. Indicateurs socioéconomiques par États mexicains, 2000	227
I.D.2. Indicateurs de pauvreté, 2000	229
II.1. Budget de l'administration fédérale	236
II.2. Entreprises publiques sous contrôle budgétaire : comptes financiers	237
II.3. Dépenses publiques par secteur	237
III.C.1. Certaines applications de e-Gobierno	251
Graphiques	
1. Résultats comparés du Mexique en termes de production et de croissance	25
2. PIB et consommation privée par habitant dans certains pays de l'OCDE	26
3. Productivité dans le secteur non agricole	31
4. Productivité du travail dans le secteur manufacturier	34
5. Taux d'investissement en capital fixe et leurs principales composantes	36
6. Commerce extérieur et balance des opérations courantes	37
7. Taux de change effectifs réels	39
8. Activité aux États-Unis et exportations du Mexique	41
9. Agrégats budgétaires du secteur public	51
10. Consolidation budgétaire dans certains pays de l'OCDE	52
11. Dette totale nette du secteur public	53
12. Prix du pétrole et hypothèses budgétaires	60
13. Comparaison des recettes fiscales et des niveaux de revenu	61
14. Objectifs d'inflation	69
15. Mesures de politique monétaire	70
16. Indice des conditions monétaires au Mexique	71
17. Évolution récente du crédit intérieur au secteur privé	76
18. Niveau de formation de la population dans les pays de l'OCDE	82
19. Performances des élèves dans certains pays	83
20. Dépenses d'éducation dans les pays de l'OCDE	87
21. Coin fiscal sur le travail dans les pays de l'OCDE	94
22. Coin fiscal moyen par niveau de revenu, 2002	96

23. Distribution des salaires au Mexique	99
24. Indicateurs généraux de l'infrastructure dans les pays de l'OCDE	106
25. Réseaux de télécommunication dans les pays de l'OCDE	109
26. Prix des télécommunications dans les pays de l'OCDE	109
27. Indicateurs de la compétitivité mondiale dans certains pays	110
28. Indicateurs de la gouvernance	116
29. Qualité de l'air ambiant dans trois zones métropolitaines	125
30. Mortalité infantile due à des maladies intestinales infectieuses liées à l'eau	135
31. Flux migratoires entre le Mexique et les États-Unis	141
32. Immigration nette et accroissement naturel de la population dans plusieurs pays membres et non membres de l'OCDE	142
33. Flux bruts d'immigration de Mexicains aux États-Unis, par statut	143
34. Salaire horaire dans le secteur manufacturier – Mexique et États-Unis	153
35. Les travailleurs mexicains aux États-Unis	156
36. Utilisation des services de passeurs et tarifs pratiqués	162
37. Envois de fonds des travailleurs émigrés	164
38. Envois de fonds et transferts publics fédéraux dans les États traditionnels d'émigration, 2001	165
<i>Annexes</i>	
I.A.1. PIB par habitant dans les pays de l'OCDE, 2000	202
I.A.2. Données sur l'emploi 12 ans et plus	203
I.A.3. PIB total et PIB du secteur non structuré	204
I.A.4. Taille du secteur des TIC dans quelques pays de l'OCDE 2000	205
I.C.1. Salaires, productivité du travail et coûts unitaires de main-d'œuvre	222
I.C.2. Chômage dans les zones urbaines	223

STATISTIQUES DE BASE DU MEXIQUE

LE PAYS

Superficie (km ²)	1 964 375	Nombre d'habitants dans les principales villes	
Terres cultivées (km ²) (1990)	394 000	(millions, recensement de 2000)	
Forêt (milliers de km ²)	65	Mexico City	18.1
		Guadalajara	3.7
		Monterrey	3.3

LA POPULATION

Population (milliers, recensement de 2000)	97 483	Emploi ¹ (milliers, 2002)	41 086
Habitants par km ² (2000)	49.6		
Taux de croissance annuel de la population (1990-2000)	1.85		

PRODUCTION

Structure de la production, 2002 (en pourcentage du PIB, prix de 1993)		PIB en 2002 (milliards de dollars EU)	935.3
Agriculture	5.4	PIB par habitant en 2002 (dollars EU, PPA)	9 224
Industrie	26.7	Formation brute de capital fixe en 2002 (en pourcentage du PIB, prix de 1993)	19.3
<i>dont</i> : secteur manufacturier	19.8		
Services	67.9		

L'ÉTAT

		Sénat	Chambre des députés
Indicateurs du secteur public (en pourcentage du PIB, 2002)	Composition du Parlement (septembre 2003)		
Dépenses totales du secteur public	23.7	PRI	20
Dépenses totales du gouvernement fédéral	18.4	PAN	46
<i>dont</i> : dépenses en capital	2.2	PRD	16
Recettes du gouvernement fédéral	16.1	Autres	6
Dette nette du secteur public (décembre 2002)	25.2		28

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de marchandise (en pourcentage du PIB, 2002)	25.2	Importations de marchandises (en pourcentage du PIB, 2002)	26.5
Principales exportations (en pourcentage du total, 2002)		Principales importations (en pourcentage du total, 2002) :	
Produits manufacturés	88.3	Biens intermédiaires	75.0
Produits pétroliers	9.0	Biens d'équipement	12.4
Agriculture	2.4	Biens de consommation	12.6

LA MONNAIE

Unité monétaire : Peso	Unités monétaires par dollar des États-Unis, moyenne des données journalières :	
	Année 2002	9.6605
	Septembre 2003	10.9231

1. Population économiquement active sur la base des résultats de l'Enquête nationale sur l'emploi.

Note : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

Cette étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.

•

La situation économique et les politiques du Mexique ont été évaluées par le Comité le 20 octobre 2003. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 31 octobre 2003.

•

Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Bénédicte Larre, Stéphanie Guichard et Ann Vourc'h sous la direction de Nicholas Vanston.

•

L'étude précédente du Mexique a été publiée en avril 2002.



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Mexico 2003

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-mex-2003-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2006), « Accélérer le rythme de la croissance », dans *OECD Economic Surveys: Mexico 2003*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-mex-2003-3-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.